



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 8 MAI 2024 - N° 1278 - 54^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Morts au travail

Le fait divers fait diversion, notait Pierre Bourdieu. La pertinence de la maxime se vérifie chaque jour dans la presse écrite et télévisée. Il faut bien entendu informer sur les meurtres et les assassinats mais l'information, qui tient en quelques lignes ou en quelques minutes, est avant tout le moyen de cultiver « l'émotion » par des commentaires insipides entre deux écrans publicitaires.

Il y a aussi des faits divers qui ne font pas diversion, tout simplement parce qu'ils ne sont ni évoqués ni commentés dans les médias. C'est le cas des accidents du travail. À titre d'exemple, la place accordée par les médias à deux événements : « l'accident » survenu au chanteur Kendji Girac qui s'est tiré une balle dans la poitrine au cours d'une nuit alcoolisée et poudrée ; les échos médiatiques de la manifestation organisée par des syndicalistes et des amis d'Amara Dioumassy, mort en juin 2023 sur un chantier des Jeux olympiques faute de mesures de sécurité appropriées.

Même discrétion le 28 avril lors de la Journée nationale de lutte contre les accidents du travail. De très rares articles ont signalé que la France arrivait en quatrième position pour les accidents du travail mortels avec 738 décès en 2022, soit deux morts par jour. Et notre pays arrive au premier rang européen pour l'ensemble des accidents du travail, mortels ou non.

Deux morts par jour et pas un mot dans les médias, pas une enquête sur les responsables de ces drames quotidiens, pas la moindre trace de la sacro-sainte émotion.



SALAIRES

Il faut une politique !



© VECTEEZ, PHOTO : DILOKASTUDIO

La question salariale vaut mieux que l'indignation rituelle provoquée par les salaires indécents et les compliments aux patrons qui versent des « salaires décents ».

Cent mille euros par jour : le scandale provoqué par le salaire annuel de Carlos Tavares n'a pas duré plus que trois jours. Et le « salaire décent » que le groupe Michelin va verser à une minorité d'employés n'a pas de valeur exemplaire : la tendance

française et européenne est à la contraction maximale.

C'est à l'État de fixer la politique salariale, en concertation avec les organisations professionnelles et les citoyens. Un gouvernement soucieux de l'intérêt général devrait s'intéresser

aux méthodes et aux objectifs du budget de référence qui permet de lutter contre la pauvreté en assurant aux salariés leur autonomie et la possibilité de participer activement à la vie sociale. L'article de Nicolas Palumbo en page 2.

Issue mortelle

Lancé avec une insigne légèreté par E. Macron, le débat sur l'euthanasie révèle l'immaturité de ses partisans.

Quant à l'euthanasie, les citoyens proclamés experts de leur propre vie – et désormais de leur propre mort – sont privés de l'expérience catastrophique des pays étrangers, le Canada tout particulièrement.

Les défenseurs du projet de loi sur « l'aide à mourir » sont de faux habiles, qui réduisent la mort sur ordonnance à un « geste » proclamé « frater-

nel » sans la moindre explication. Or un médecin n'est pas un technicien mais l'homme d'une vocation, de plus en plus entravé par l'état désastreux de nos services de santé.

Tel est le scandale : notre système de soin est tellement dégradé que l'élimination des malades paraît être la seule issue. L'article de Gaël Brustier en page 5.

Dans ce numéro :

Page 4 : **Langue française : on marche sur la tête !**

Page 7 : **Extrême-Orient : un Munich asiatique.**

Page 10 : **Marx sans le marxisme ?**

Page 11 : **Défense d'une France en procès.**

Page 14 : **Les héros de l'escadrille Normandie-Niémén.**

Page 16 : **Éditorial : Commémorer dans l'imposture.**

Salaires : il faut plus que la « décence »

La question salariale a brièvement agité les médias en réaction à deux événements : la publication de la colossale rémunération du président du groupe Stellantis et la décision prise par Michelin d'attribuer un « *salaire décent* » à certains salariés du groupe. Élevons le débat !

Cent mille euros par jour : c'est ce que Carlos Tavares, président du groupe Stellantis, a perçu en 2023. L'énormité de la somme (36,5 millions par an) a suscité une indignation rituelle assortie d'une réplique classique : ce salaire serait la récompense d'une excellente gestion et il reste modeste en comparaison des sommes perçues par les footballeurs – on sait que Kylian Mbappé gagne 56 millions net par an.

Le fait que les dirigeants des grandes entreprises se comparent entre eux sans égard pour le salaire moyen est une habitude sociale, non une justification pertinente. La relation entre la rémunération et l'efficacité gestionnaire est quant à elle problématique : la santé financière des entreprises est pour une part fonction des politiques publiques en France et à l'étranger et de l'habileté des procédés qui permettent d'alléger les impôts.

Interrogé sur le cas Tavares, Bruno Le Maire a éludé la question en déclarant qu'il militait pour une taxation des grandes fortunes à l'échelle mondiale, ce qui reporte l'esquisse d'un début de solution aux calendes grecques. Mais le ministre de l'Économie a manifesté son « *grand intérêt* » lorsque le groupe Michelin a annoncé qu'il verserait un « *salaire décent* » à ses employés. « *La question des salaires est décisive* », a même ajouté l'éminent locataire de Bercy.

La question des salaires est en effet décisive pour la plupart des Français et il ne faut pas compter sur Michelin pour apporter des réponses satisfaisantes. Cela pour trois raisons. Le « *salaire décent* » est réservé à une minorité de salariés — un peu plus de 5 % des effectifs. Le montant de ce salaire variera selon les sites : presque deux fois le Smic à Paris, mais à peine plus que le salaire minimum à Clermont-Ferrand. Ce n'est pas le souci de la justice sociale qui anime la direction du groupe,



Florent Menegaux, patron de Michelin. Il y a des limites à la décence...

mais la recherche d'une efficacité accrue dans l'exécution des tâches : on produit plus quand on est mieux payé et la direction obtient des gains supplémentaires.

Il faut bien sûr se réjouir des avantages accordés à des milliers de salariés de Michelin, mais il ne faut pas compter sur la bienveillance des groupes industriels et financiers. C'est à l'État de fixer la politique salariale, en concertation avec les organisations professionnelles et les citoyens. Puisqu'il juge la question décisive, le ministre de l'Économie devrait s'intéresser aux travaux menés depuis 2012 par l'Observatoire national de la pau-

vreté et de l'exclusion sociale (ONPES) et aux études publiées par Pierre Concialdi, qui est chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES). Bruno Le Maire pourrait ainsi constater que le pouvoir d'achat du salaire net a stagné à partir de 1993 et qu'il subit une « *baisse régulière et persistante* » depuis 2017 – année mémorable entre toutes puisqu'elle voit Emmanuel Macron entrer à l'Élysée et le fidèle Bruno s'installer à Bercy (1).

Il est donc urgent de revoir de fond en comble la question salariale en s'appuyant sur la notion de budget de référence (2). Fondés sur une

distinction pertinente entre besoins et désirs, les budgets de référence sont établis à la suite d'un dialogue entre les spécialistes du salariat et des citoyens réunis en groupes de travail qui tiennent compte de la diversité des situations – actif isolé, couple avec ou sans enfants, retraités... Le panier de biens et de services qui est finalement établi permet de calculer le budget nécessaire à la satisfaction des besoins des différents ménages. On peut dès lors fixer le montant du salaire qui permettra une vie autonome. Il ne s'agit pas de donner aux plus pauvres les moyens d'échapper à une situation de pure et simple

Sur le mur de Jean Chouan

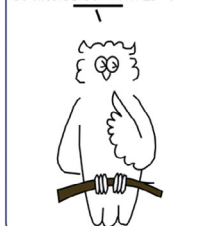
CARLOS TAVARES : 36,5 MILLIONS PAR AN ! 100 000 € PAR JOUR. ET EN DIVISANT PAR 24 : 4200 € PAR HEURE !



IL GAGNE PLUS QU'UN « SALAIRE DÉCENT » MENSUEL PAR HEURE MÊME PENDANT SON SOMMEIL. MAIS IL NOUS EXPLIQUE QUE C'EST JUSTIFIÉ :



« RÉSULTAT DE PERFORMANCES D'EXCEPTION, MAIS AUSSI D'UNE PROFONDE CONNAISSANCE DU MONDE DU TRAVAIL ».



C'EST VRAI QU'IL EST PERFORMANT : ENTRE UN SEUL SALAIRE INDÉCENT POUR LUI OU DES MILLIERS DE SALAIRES DÉCENTS POUR LES AUTRES, IL A TRÈS VITE CHOISI.



Comment sauver Atos ?

survie par une amélioration des conditions de vie minimales, mais de s'affranchir de la stricte nécessité. Le budget de référence permet de fixer des ressources qui seront librement utilisées et qui offriront la possibilité de participer pleinement à la vie sociale. Les travaux français sur le budget de référence sont d'autant plus intéressants qu'ils tiennent compte des recherches menées dans d'autres pays européens, dans une discussion permanente sur les concepts utilisés – besoins, capacités, autonomie...

Si elle était prise en considération par un gouvernement, cette réflexion théorique et pratique conduirait à de fortes augmentations de salaires. On ne peut la chiffrer précisément, puisqu'elle résulterait d'une large consultation, mais une étude récente indique qu'il faut 3 600 euros par mois pour un couple avec deux enfants vivant dans une ville moyenne et 4 500 euros s'il habite en région parisienne. Ce qui impliquerait un bouleversement de la politique économique et sociale, selon des orientations bien connues de nos lecteurs. ■

NICOLAS PALUMBO.

(1). Pierre Concialdi, *L'évolution des salaires depuis 1950 : la rupture de 2017*, IRES, octobre 2023.

(2). Pierre Concialdi: *Les budgets de référence, un nouveau repère dans le débat public sur la pauvreté*, Revue de l'IRE, 2014/3. Disponible sur Cairn info.

Une mission sénatoriale a enquêté sur l'avenir du groupe Atos. Elle vient de remettre ses conclusions. Celles-ci soulignent les carences de la gestion économique et politique de ce dossier.

Depuis le départ de son PDG Thierry Breton en 2019, le groupe Atos n'a cessé de s'enfoncer. La gestion de l'ex-PDG (1) est critiquée par les quatre sénateurs (PS, PCF et LR). Si ceux-ci reconnaissent qu'« *Atos a connu une forte expansion, soutenue par la mise en œuvre d'une politique de croissance externe volontariste, permettant au groupe de s'internationaliser et de devenir un leader mondial* » (10 milliards de chiffre d'affaires et 100 000 salariés), ils remettent en cause les choix de Thierry Breton et notamment « *la fréquence et le nombre d'acquisitions, leur prix d'achat et leur financement ou encore la rapidité et l'exécution des restructurations* ». Ils lui reprochent de ne pas avoir suffisamment organisé sa succession : six directeurs généraux et deux présidents du conseil d'administration se sont succédé, conduisant à une gestion financière chaotique à court terme au détriment d'une vision industrielle et stratégique à long terme.



Le siège d'Atos à Bezons. Le groupe développe le système d'information du programme de blindés français Scorpion.

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : UNICOM.

Ce rapport critique également la scission d'Atos entre les activités d'infogérance, réputées en déclin (TechFoundations), et celles dans le digital, le *cloud*, la cybersécurité, réputées en croissance (Eviden). Après 84 auditions, les sénateurs concluent que la pertinence du schéma « *demeure encore à démontrer* » et que le coût de cette réorganisation (700 millions d'euros) est « *faramineux* ».

Le rapport n'exonère pas l'État de sa passivité au cours des cinq dernières années : soulignant l'aspect stratégique de certaines activités du groupe pour EDF et pour les systèmes de contrôle et d'information utilisés pour le pro-

gramme Scorpion de l'Armée de terre, il souligne la « *réaction tardive et insuffisante du gouvernement, couplée à une vigilance administrative morcelée et inégale à l'égard d'une entreprise stratégique pour notre souveraineté et notre défense nationale* ».

Bruno Le Maire a envoyé, le 28 avril, une lettre d'intention à Atos pour reprendre les activités critiques (TechFoundations) qui concernent la souveraineté. Considérant que « *des contrats sensibles pour nos données et nos services publics sont rattachés à TechFoundations, dont l'étanchéité avec Eviden n'a toujours pas été clairement démontrée* », les sénateurs considèrent que « *cette solution ne règlera pas la question de l'avenir du groupe* ». Ils appellent à une entrée de la puissance publique au capital d'Atos et recommandent une prise de participation majoritaire et durable de Bpifrance au sein de BDS (Big Data Security qui regroupe les activités les plus critiques) pour financer les activités technologiques souveraines.

Bruno Le Maire sera-t-il capable de suivre ces judicieuses recommandations ? ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). *Royaliste* n° 1263.

La politique au crible

■ **L'ombre des barbus.** – La mobilisation étudiante contre la guerre à Gaza prend de l'ampleur : après Sciences Po Paris, les blocages se sont multipliés dans les IEP (à St-Étienne, Strasbourg, Rennes, Lyon, Toulouse, Grenoble), et le mouvement s'étend maintenant aux grandes universités parisiennes (Tolbiac, la Sorbonne, Nanterre...). En première ligne de cette agitation, on trouve les amis de Mélenchon, quelques groupuscules trotskistes et tous ceux qui rêvent de rejouer Mai 68 et la guerre du Vietnam. Mais derrière cette poignée de rêveurs et de stratèges au petit pied se dissimulent des gens autrement plus dangereux : les Frères musulmans, désormais bien implantés dans nos universités, et les amis du Hamas et de l'Iran. Ce n'est pas un hasard si l'ayatollah Khamenei

vient d'apporter sa bénédiction sur les réseaux sociaux aux manifestations « *antisionistes* » qui se déroulent actuellement en France.

■ **Mauvais joueur.** – Raphaël Glucksmann, évincé du cortège du 1^{er} mai à Saint-Étienne, s'en est pris à LFI : cette agression est « *le résultat de mois de haine et de calomnies orchestrées par les Insoumis et d'autres* ». Pourquoi tant de haine ? Faut-il la mettre sur le compte de quelques excités, comme l'a dit Mélenchon ? Ou ne serait-ce pas plutôt parce que la liste aux européennes, menée par Glucksmann, est créditée de 14 % dans les sondages contre 6 % pour celle de LFI ? Et que ce résultat, s'il se confirme dans les urnes, condamne Mélenchon à la marginalisation ?

■ **Sur le front budgétaire (suite)** – À défaut de loi de finances rectificative avant l'été, le gouvernement

a concédé au Parlement un « *débat d'orientation budgétaire* » sans aucun enjeu puisque sans vote. Seul intérêt de la séance qui s'est tenue le 29 avril à l'Assemblée devant une poignée de députés : l'annonce par le RN et par LFI de deux motions de censure si d'ici à 30 jours un budget rectificatif n'est pas soumis au vote, ce qui a pris les LR à contre-pied. Comme nous l'avions pressenti, les oppositions de gauche et de droite vont se neutraliser et leurs menaces ne déboucheront sur rien.

■ **Danger, Europe (suite).** – La Tribune pour un référendum sur les projets de l'Union européenne, signée par une cinquantaine de personnalités, dont notre directeur politique, Bertrand Renouvin, a été publiée dans *Le Figaro* du 23 avril et elle vient de donner naissance à une pétition en ligne que l'on peut consulter en cliquant sur le lien <https://www.referendumue2024>.

fit/. Nous incitons tous nos amis à la signer et à la diffuser le plus largement possible autour d'eux.

■ **Nouvelle-Calédonie.** – Audition de Gérald Darmanin, le 29 avril, par la commission des lois de l'Assemblée en vue du débat qui s'ouvrira le 7 mai sur le projet référendaire de dégel du corps électoral néocalédonien. Le ministre a plaidé pour que les députés approuvent ce texte dès sa première lecture dans la version déjà votée par le Sénat, ce qui permettrait son adoption rapide par le Congrès. S'agissant du futur statut du territoire, la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie propose la création d'une « *médiation impartiale* » pour faciliter la reprise des négociations entre indépendantistes et loyalistes. Darmanin n'a pas rejeté l'idée, mais s'est montré plutôt sceptique.

HUBERT DE MARANS.

On marche sur la tête !

Un centre européen de l'Alliance pour les technologies des langues, qui répond au projet de l'Union européenne ALT-EDIC (1), devrait, sous le pilotage de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France – DGLFLF (2) –, s'installer prochainement à Villers-Cotterêts, dans la Cité internationale de la langue française récemment inaugurée par le président Macron.

Ce centre vise, d'après la DGLFLF, « à contrer l'hégémonie des acteurs anglo-saxons de l'intelligence artificielle (IA) dans le domaine des technologies des langues », domaine où « la France a démontré une expertise et une ambition remarquées ». Pourtant, l'offre d'emploi récente pour le poste de direction du centre européen précise que la langue de travail sera l'anglais avec un contrat de travail de droit français, ce qui apparaît contraire aux dispositions de la loi Toubon et aussi à celles de l'Union européenne. Des actions en justice pourraient alors être menées pour discrimination à l'embauche.

En outre, cerise sur le plum-pudding (la métaphore pâtisseries anglaise s'impose



© FREDERIC AIMARD.

CITÉ INTERNATIONALE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Cité internationale de la langue française. Un non-sens : les activités de recherche s'y dérouleront en anglais !

ici!), ce poste requiert une « haute maîtrise de l'anglais », seule langue de travail, et une simple « maîtrise » du français qui est, « langue quotidienne », considéré comme un « attribut souhaitable ».

La notion, assez nouvelle, de langue quotidienne, aux contours imprécis, est ici péjorative, méprisante et choquante pour un établissement

situé en France et dans la nouvelle Cité internationale que l'on croyait consacrée à la langue française. Nombre d'acteurs associatifs français et du monde francophone protestent vigoureusement devant ce désastreux et incongru signal donné à la francophonie dont le sommet se tiendra en octobre 2024 à la Cité internationale.

Il y aura ainsi LA langue de la recherche, de la compétence et de l'excellence, l'anglais, puis la langue des tâches banales, habituelles ou courantes (définition du *Dictionnaire de l'Académie française* de l'adjectif *quotidien*), le français. C'est la vieille recette du pâté d'alouette : une alouette française pour un cheval anglais !

La DGLFLF, qui se réjouit de piloter ce futur centre, précise qu'il aura un régime linguistique plurilingue, inscrit à son règlement intérieur qui n'est ni connu ni même, semble-t-il, ébauché à ce jour. D'ailleurs, un régime linguistique plurilingue dans un établissement monolingue apparaît comme un poisson volant linguistique !

Question pratique : en quelle langue la DGLFLF pilotera-t-elle cette Alliance dirigée par un haut-maître en anglais ?

Certes, la DGLFLF indique que la France développera « son centre d'expertise pour la langue française et la francophonie » à Villers-Cotterêts, « en étroite interaction avec le centre européen ».

Ce centre français, dont l'ouverture n'est pas programmée, sera-t-il un astéroïde qui gravite autour d'un soleil européen ou lui-même LE centre mondial de la langue française et de la francophonie dans le domaine des technologies des langues et de l'IA ? L'avenir le dira, mais l'étroite interaction avec le centre européen menace d'être aussi une étroite subordination ; le risque de redondance des activités du centre français et les moyens financiers toujours contraints ne plaident pas pour sa liberté d'action. La souveraineté française et la prépotence européenne risquent ici comme ailleurs de se télescoper. À moins que la mobilisation du monde associatif de tous horizons et le bon sens changent la donne. ■

MARC FAVRE D'ÉCHALLENS,
président de Droit de comprendre.

La quinzaine sociale

■ **Assurances.** – Poursuivi par l'Ursaff pour des impayés de 11,6 millions d'euros, le courtier en assurances Sfam (Société française d'assurance mobile), qui était spécialisé dans l'assurance des produits multimédias, a été mis en liquidation judiciaire le 24 avril par le tribunal de commerce de Paris. C'était le vaisseau amiral de la société Indexia qui détient également les magasins Hubsid Store (30 points de ventes en France et 100 en Europe) et la société Foriou de démarchage par téléphone.

Le groupe a été condamné plusieurs fois pour des politiques commerciales déloyales et des prélèvements indus sur les comptes de ses clients (400 ont porté plainte). Le siège social de Romans-sur-Isère compte 300 salariés, et le centre d'appels de Roanne environ 200 sur les quelque 3000 sa-

lariés que le groupe revendique en France et dans le monde.

■ **Charges.** – Selon un rapport publié par l'OCDE le 25 avril, la France est en tête des 35 États membres de cette institution pour les prélèvements de sécurité sociale (26,6 %) sur les salaires (charges patronales). Si on y ajoute les charges sociales et les impôts des salariés, c'est 46,8 % de prélèvements obligatoires que subissent en moyenne les salariés français, loin devant la plupart des autres pays occidentaux sauf la Belgique, qui atteint les 52,7 %, et l'Autriche avec 47,5 %.

■ **Taxes.** – Un groupe de travail de quatre députés préconise une nouvelle taxe (potentiellement de 1 % pour commencer) sur le rachat de leurs propres actions par les entreprises. Ce genre de rachat, que seules les entreprises en bonne santé peuvent se permettre, a mau-

vaise presse auprès de ceux qui estiment qu'il renforce « gratuitement » le pouvoir des actionnaires sur l'entreprise. Mais comme on craint que cette nouvelle taxe produise un effet d'évitement, elle serait rétroactive sur 2024. Ainsi espère-t-on concrétiser une rentrée fiscale de plusieurs centaines de millions d'euros.

■ **1^{er} mai.** – Le défilé a mobilisé 50000 manifestants à Paris selon les syndicats (soit dix fois moins qu'en 2023), mais seulement 18000 selon le préfet de police, dont 4500 activistes qui, en tête de cortège, ont donné du fil à retordre aux forces de l'ordre. Les banderoles pro-palestiniennes étaient très visibles.

■ **Logement.** – Le Conseil des ministres a examiné, le 3 mai, un projet de loi destiné à faire face à la crise de l'immobilier.

YVONNE CHASSARD.

(1). ALT-EDIC, acronyme anglais de : Alliance for Language Technologies [ALT], European Digital Infrastructure Consortia [EDIC].

(2). La DGLFLF est un service à vocation interministérielle rattaché au ministère de la Culture.

Le débat sur la fin de vie n'échappe à aucun des travers du temps : simplisme, à-peu-près, immaturité et mise en scène de soi. Incohérences et inconséquence détruisent *in fine* tout édifice intellectuellement rationnel.

Morts sur ordonnance

PAR GAËL BRUSTIER

Les mois passant, on s'aperçoit que l'ardent désir de légiférer sur la fin de vie, c'est-à-dire sur notre mort à tous, se révèle immature, que les thuriféraires de cette incantation « *fraternelle* » à la mort par administration, se heurtent à l'expérience de nations comparables à la nôtre, comme la Suisse ou la Belgique certes, mais également le Canada où l'expérience est en passe de tourner au scandale politique, sanitaire, social et évidemment humain.

Une fois de plus, le président Macron s'empresse de se saisir d'un sujet compliqué pour le maltraiter et mal le traiter. Dans cet élan juridico-onirique de constitutionnalisation de l'IVG, véritable *fashion week* des idées reçues, le président a oublié de traiter du sujet essentiel : la désertification médicale, incluant le développement des déserts gynécologiques, des centres-villes aux campagnes. Qui dit désertification médicale dit rupture du lien irremplaçable entre patient et praticien. Faute de médecins liés par la vocation et la confiance du patient, on fabrique des lois, des « *droits* », qu'un système cahotant et de plus en plus poussif infirme tous les jours.

Le sénateur Henri Caillavet, à la personnalité attachante mais aux conceptions bien arrêtées, nourries d'une appartenance à la franc-maçonnerie du Grand Orient de France, a longtemps incarné avec brio ce combat. Ce n'est faire insulte ni à lui ni à Patrick Kessel, ancien grand maître du Grand Orient, que de dire que la définition du problème comme un « *droit* » à mourir « *dans la dignité* » répondait à leur vision propre du destin de l'être humain.

Depuis la disparition d'Henri Caillavet, voici une décennie, les obédiences maçonniques n'ont pas véritablement connu de regain d'intérêt. Le sujet était donc une occasion de réémerger après des années comateuses pour un monde maçonnique sans perspective. Les Jeunes de l'ADMD sont aujourd'hui une succursale des jeunes socialistes du Sud-Ouest. Preuve de la baisse de niveau de l'ADMD : l'exploitation des conditions de la mort de Claude François ou Coluche, mais aussi de Jeanne d'Arc ou Lady Diana..., ce qui nous a collectivement apporté un regain de sympathie outre-Manche. Il est vrai que l'engagement de ces militants n'est pas méprisable parce que lié à une expérience personnelle propre. Mais on ne fait pas une loi sur la base de son expérience personnelle, même si elle est cruelle et qu'elle fournit une légitimité réelle.

La tendance à faire de tout sujet un débat public, voire polémique, est une pente



Faute de structures d'accompagnement et de médecins, on en arrive à privilégier l'aide à la mort.

dangereuse. Il y a une forme d'immaturité de nos sociétés à penser que tout peut être traité par la loi. Il existe de brillants exposés émanant de milieux philosophiques et religieux hostiles au projet. À la jonction du monde du droit, du soin et du monde catholique, l'avocat blogueur Erwan Le Morhedec est certainement l'un des acteurs du débat les plus intéressants à lire. Nul ne saurait juger l'opinion de quiconque en la matière. Cependant, l'instauration d'un cadre légal doit être comprise dans toutes ses implications et il n'est pas certain que pareille loi ne crée pas plus de problèmes qu'elle n'en résout.

Il y a une forme d'immaturité de nos sociétés à penser que tout peut être traité par la loi.

Donner la mort plutôt qu'accompagner. - Il existe une manière politique d'aborder le sujet qui est un abord par les usages. La fin de vie existe et chacun est appelé à y faire face. Les structures de soins palliatifs ont accompli un travail immense, mais l'incurie croissante du système médical fait craindre pour leur développement véritable. Pour elles, tant que la mort n'est pas là, c'est la vie qui demeure. Telle est la conviction de l'immense majorité des soignants. Avec environ 550 000 morts par an en France, il se trouvera toujours des situations inédites, douloureuses et diffi-

SOURCE : PÂHERE.

cilement concevables et dicibles pour assurer un « *joker* » face aux opposants à la législation sur l'aide à mourir. Les fervents partisans de l'euthanasie mettent en avant maladies incurables et affections létales que l'esprit humain ne peut affronter que par des sentiments mêlant incompréhension. L'actuelle campagne a été lancée par Line Renaud dans la presse *people*, ce qui a assuré au sujet d'être simplifié, détourné et saccagé par les amis de la Demoiselle d'Armentières.

Après avoir été proclamés « *experts de leur propre vie* », les citoyens sont proclamés experts de leur propre mort. On imagine les dégâts : de l'automédication à l'aide au suicide, il n'est pas certain que la société avance moralement et humainement.

Une question reste peu abordée, dans un pays dont le personnel médical disponible apparaît réduit, et celui « *de proximité* » souvent absent du paysage : comment cette loi pourrait-elle être appliquée selon la stricte lettre et ne pas aboutir à abus, manque de discernement et actions intempestives regrettables ? Il y a, cette fois encore, une réelle légèreté élyséenne à vouloir trancher sur un sujet aussi grave.

Le sentiment est d'ailleurs que la ministre en charge du dossier, Catherine Vautrin, a tenté de défaire les impressions hostiles à ce manque de sérieux du président de la République. Un médecin n'est pas un technicien. Or, dans la phraséologie actuelle, le « *geste* » à accomplir est simplement réduit à la technique car il est, par nature, indiscutablement « *fraternel* » et donc indiscutable.

Le Canada a aussi développé à l'envi cette façon de voir le problème jusqu'à se perdre dans tous les excès. On voit difficilement comment le processus va étapes promu par le pouvoir pourrait se dérouler en respectant lesdites étapes : les Français ont de plus en plus de mal à faire suivre cancers, maladies chroniques, etc. dans des délais souhaitables. On ne voit donc pas comment les étapes de cette marche vers la fin de vie pourraient se réaliser entre reports de rendez-vous, RTT, congés divers, et avec un suivi médical et éthique correct.

Accompagner un mourant, traduire angoisses et volonté, cela demande une vocation plus qu'une technicité. Du basculement d'une formation de médecin fondée sur la vocation et l'humanisme à une formation fondée sur les sciences dures et la technique, on a changé de système de santé. La pierre d'angle de l'édifice s'écroulant, le système n'est plus capable d'enviesager autre chose que l'aide à mourir. ■

Croatie : un pays fracturé

Les élections législatives du 17 avril ont révélé les fractures qui déchirent la Croatie, la perspective de nouvelles élections n'étant pas à écarter.

Les élections n'étaient pas sans péril pour le Premier ministre Andrej Plenković et son parti, le HDZ (Union démocratique croate), en quête d'une troisième victoire électorale. Son mandat à la tête du gouvernement avait été marqué par plusieurs scandales de corruption entraînant la démission de pas moins de trente ministres. Par ailleurs, il se trouvait confronté au président de la République, M. Zoran Milanović, issu du SDP (Parti social-démocrate), qui annonçait sa candidature le 15 mars, juste après avoir convoqué les électeurs, s'engageant en cas de victoire à démissionner de la présidence de la République.

Cependant, le 18 mars, la Cour suprême croate exigeait du président une démission préalable à toute candidature, celui-ci ne pouvant plus exercer avec la neutralité nécessaire sa fonction. Ce dernier déclarait alors qu'il s'agissait d'un coup d'État constitutionnel et traitait les juges de « *gangsters illettrés* » et de « *paysans primitifs* ». Néanmoins, il finit par renoncer tout en apportant son soutien à la coalition Ri-



Andrej Plenković, Premier ministre de Croatie depuis 2016. Sa ligne pro-Europe et pro-Ukraine l'emporte après les élections du 17 avril.

vières de justice menée par le social-démocrate Peđa Grbin.

Ce conflit à l'intérieur du pouvoir exécutif croate n'était pas nouveau. Le président en exercice s'était opposé en 2022 à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN. Durant la campagne, il accusait encore le Premier ministre de vouloir faire entrer en guerre son pays contre la Russie, dénonçait la corruption du gouvernement et révélait l'homosexualité du ministre Damir Habijan, violant délibérément le respect dû à sa vie privée. L'association Zagreb Pride publiait en retour les noms de onze personnalités

proches du SPD censées être, elles aussi, homosexuelles. Pathétique.

Dans ce climat, le 17 avril, 62 % des électeurs inscrits se rendirent aux urnes, 10 points de plus qu'en 2020. La coalition gouvernementale arriva en tête avec un peu plus de 34 % des voix mais perdit quatre points et six sièges. La coalition conduite par Peđa Grbin n'obtint qu'un peu plus de 25 % des suffrages, mais en ne perdant que 0,5 % des voix et en gagnant deux sièges. Trois autres partis, DP (Mouvement patriotique), Možemo (Nous pouvons !) et Most-HS (Pont

des listes indépendantes), obtenaient chacun entre 10 et 14 sièges. C'est vers eux que les deux principales coalitions vont devoir se tourner pour négocier un accord de gouvernement, ce qui s'annonce difficile, ceux-ci exprimant des exclusives les uns à l'égard des autres.

Le 19 avril, la Cour suprême interdit au président Milanović de prendre la tête d'un quelconque gouvernement, du fait de sa participation à la campagne électorale. La décision fit grand bruit, trois juges de la Cour rédigeant une opinion dissidente. Ces tensions rendent la perspective de nouvelles élections plus que crédible. ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits marquants

■ **Argentine.** – La chambre basse du Parlement a majoritairement approuvé, le 30 avril, un premier paquet de réformes voulues par le président ultralibéral Javier Milei mais largement amendées par les députés. Onze entreprises publiques – sur les 44 du projet initial – devraient être privatisées et la fiscalité profondément revue. Le texte doit encore obtenir l'aval du Sénat, où le vote s'annonce serré.

■ **Philippines.** – Deux navires ont été visés en mer de Chine méridionale, le 30 avril, par des tirs au canon à eau déclenchés par des garde-côtes chinois autour du récif de Scarborough, possession philippine dont la Chine conserve le contrôle depuis 2012 en dépit d'un arrêt de la Cour internationale d'arbitrage de La Haye.

■ **Ukraine.** – Alors que Kiev s'est félicité de l'aide de 61 milliards de dollars votée fin avril par le Congrès américain, l'armée russe multiplie les avancées. Le 1^{er} mai, elle a repris la petite ville de Robotyne.

■ **Soudan.** – Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni le 29 avril à la demande du gouvernement soudanais, a appelé les paramilitaires rebelles des Forces de soutien rapide (FSR) à éviter un massacre à El Fasher (Darfour Nord), où un siège se prépare. L'ONU multiplie par ailleurs les contacts avec les États accusés de soutenir les FSR du général Hemetti contre l'armée loyaliste du général Burhan, parmi lesquels les Émirats arabes unis.

CASIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **Accidents.** – Dans plusieurs coutumes, il n'y a pas d'accident sans cause surnaturelle, croyance que rejoint le complotisme. La presse du Kenya, toujours très alerte, à la fois en anglais et en kiswahili, se garde bien d'aller à l'encontre de la tradition, mais s'efforce en même temps de donner les clés rationnelles ou logiques des événements fortuits comme la chute de l'hélicoptère transportant le commandant en chef de l'armée et une dizaine de militaires de sa suite, le 18 avril dernier, dans une région semi-désertique du nord-ouest du pays, ne laissant aucun survivant.

L'un des deux quotidiens de référence, le *Daily Standard*, analyse les conséquences politiques pour la région d'origine du général, premier quatre étoiles de l'ethnie Luo, le plus souvent dans l'opposition.

L'autre, le *Daily Nation*, qui privilégie la défaillance mécanique qui paraît avérée, expose l'état de délabrement de la flotte aérienne et spécialement de sa composante hélicoptère, produit de quelques achats et d'une variété de dons de matériels de seconde main. Aucun atelier ne peut faire face à une telle diversité d'équipements, même avec un magasin bien pourvu en pièces de rechange. L'hélicoptère qui transportait le général était un Bell Huey II américain. Le Kenya en avait reçu de Washington une douzaine en 2017 et en a déjà perdu trois. En 2018, les Émirats arabes unis lui avaient rétrocédé 13 Eurocopters et Fennec achetés à Airbus en 2001. La Corée du Sud a livré et promis des appareils, sans compter les anciens modèles britanniques, russes ou chinois du siècle dernier. Résultat : cinq accidents aériens en douze mois.

Or, l'armée kényane est souvent sollicitée dans le cadre d'opéra-

tions extérieures de maintien de la paix, en Somalie ou récemment en République démocratique du Congo, et bientôt sa composante police en Haïti. La presse accuse aussi les politiciens de se servir des hélicoptères militaires pour des déplacements électoraux. La flotte est sur-employée, mal entretenue. La corruption détourne aussi des fonds prévus pour les achats d'équipements neufs qu'un budget de la Défense insuffisant (un milliard d'euros) peine à financer. « *L'armée vit de son passé et de la charité.* » Cependant, c'est une armée loyaliste, sans jamais un coup d'État depuis l'indépendance, une institution « *britannique* », disciplinée, entourée de prestige et respectée de tous, dans un pays de près de 50 millions d'habitants, de la superficie de la France, dont la moitié nord confine avec des zones d'instabilité quasi permanente (Somalie, Éthiopie, Sud-Soudan).

M.-J. Y.

La période actuelle étant riche en réminiscences historiques, on remarquera que les conséquences en Asie de la guerre en Ukraine rappellent le tournant marqué par la conférence de Genève de 1954 qui mit fin à la (première) guerre d'Indochine.

Un Munich asiatique

PAR YVES LA MARCK

Parmi les nombreuses comparaisons historiques évoquées ces derniers temps à propos de la situation de guerre en Europe, on oublie celle de la conférence de Genève, d'avril à juillet 1954, qui mit fin à la guerre d'Indochine après Dien Bien Phu. Une paix précaire de cinq ans s'établit alors avant que ne reparte ce que l'on a appelé la guerre du Vietnam terminée seulement en 1975.

La comparaison trouve ici une pertinence en ce que Russes et Américains, en sens opposé, avaient lié la question asiatique et la question européenne, en l'occurrence l'adoption de la Communauté européenne de défense (CED) qui ne dépendait plus que du vote de l'Assemblée nationale française. Le Quai d'Orsay avait ainsi pu rattacher le wagon vietnamien au train coréen, gelé après l'armistice de Panmunjeom du 27 juillet 1953, quelques semaines après la mort de Staline. Il ne se passa rien sur le dossier coréen. Les Américains (le secrétaire d'État Foster Dulles), qui ne voulaient pas parler aux Chinois (Zhou Enlai), finirent par laisser Mendès France (qu'ils considéraient comme un cryptocommuniste) négocier sur l'Indochine en échange de son appui en Europe.

Las ! Le rejet du traité de la CED suivra de quarante jours l'accord de Genève sur le retrait français d'Indochine (21 juillet-30 août). Washington ne pardonnera pas et fera tout pour saper le reste d'influence française au Sud, ce qui sera obtenu en quelques mois. « *Munich asiatique* », selon Thierry Maulnier, au *Figaro* atlantiste : à la fois le déshonneur – avoir lâché l'Indochine – et la guerre – les Américains au Vietnam. En Europe, Washington organisa immédiatement le réarmement de l'Allemagne fédérale.

De nos jours, la guerre en Ukraine a rebattu les cartes : la sécurité européenne est redevenue le premier souci des Européens car il l'est des Russes comme en 1953. Le risque est que ni les uns ni les autres ne puissent continuer cette guerre sans s'alourdir sur les autres théâtres, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Indo-Pacifique. Quelles conséquences pour l'Asie ? Entre la Chine et les États-Unis, la balance ne penche pour l'instant ni pour l'un ni pour l'autre en fonction des premières évolutions : le renforcement de la Corée du Nord, le statu quo sur Taïwan, une vulnérabilité accrue des voies de transit internationales.

Renforcement de Pyongyang. – Kim Jong-un peut triompher. Il a noué avec Poutine une relation nouvelle fondée sur l'approvisionnement de l'armée russe en munitions. Son économie de guerre permanente a fini



Le ministre de la Défense chinois, l'amiral Dong Jun. Depuis décembre 2023, pour la première fois, un marin est à la tête des forces armées de la République populaire.

par payer. Arsenal de la guerre russe en Ukraine, la Corée du Nord en retire évidemment un bénéfice immense, direct par une coopération technologique, indirect par sa sanctuarisation accrue, son impunité, et, ce qui n'est pas le moindre, une nouvelle indépendance par rapport au grand voisin chinois. La partie la plus affectée est la Corée du Sud qui a dû en catastrophe rétro-pédaler et prioriser ses propres relations avec Moscou. Le président Biden a cru pouvoir recréer un triangle vertueux entre Washington, Seoul et Tokyo en les réunissant à Camp David en août dernier. Les deux derniers conservent un contentieux datant de la Seconde Guerre mondiale et de la colonisation du pays du matin calme par celui du soleil levant. Mais la situation du Japon est également stratégiquement modifiée par la guerre européenne. Tokyo se retrouve en effet le maillon principal de la chaîne des îles qui font face à la Chine continentale, chaîne qui inclut Taïwan (1) et finit aux Philippines dont le président, Marcos junior, a été reçu à Washington le 11 avril dans un nouveau sommet tripartite avec Tokyo. Les deux plus fortes concentrations de troupes américaines sont la Corée du Sud (28 500 hommes) et l'archipel d'Okinawa, territoire japonais voisin de Taïwan (45 000 hommes).

Statu quo à Taipei. – Les éléments les plus radicaux à Pékin sont ramenés à la prudence. Une analyse froide de l'invasion

russe en Ukraine montre qu'un conflit frontal pour s'emparer de l'île de Taïwan n'est pas la meilleure idée. Elle serait inutilement coûteuse sur tous les plans, y compris le plan international auquel la Chine tient plus que la Russie, car elle pense avoir la capacité de devenir une puissance hégémonique mondiale à égalité avec Washington, ce qui aujourd'hui semble dénié à Poutine quoiqu'il en veuille. Les succès rencontrés par les autorités à Hong Kong montrent qu'au contraire une voie lente de contournement serait plus payante. Mais, plus que le rôle financier exercé par l'ancienne métropole britannique, Taïwan est associé pour Pékin au système d'échanges internationaux, aux chaînes de valeurs par sa position dominante en matière de semi-conducteurs, et par sa situation stratégique dans la chaîne des îles pour l'accès au Pacifique.

Vulnérabilité des échanges maritimes internationaux.

– Ce n'est pas par hasard que, pour la première fois, ce soit un amiral qui ait été nommé à la tête de l'état-major général des armées et un sous-marinier à la tête de celui de la Marine chinoise. Au sein du renforcement spectaculaire de cette dernière, une priorité a été donnée à la force sous-marine alors que l'on était polarisé sur les porte-avions. Il est apparu que la mer de Chine méridionale, au cœur de tous les enjeux régionaux, comportait de nombreuses routes sous-marines qui permettent de relativiser la conquête du moindre rocher ou du moindre banc de sable émergeant à marée basse. L'île d'Hainan, face au golfe du Tonkin, est de surcroît idéalement située comme base centrale pour les sous-marins. Le conflit se déplace ainsi sur les accès extérieurs à la zone, c'est-à-dire les détroits malais, indonésiens et philippins (2), mais aussi vers le nord, la route maritime arctique, gagnante à terme. Des manœuvres marines sino-russes ont lieu en mer du Japon (dite mer de l'Est).

Le président américain, quel qu'il soit, éprouve toujours la même réticence qu'en 1954 à s'asseoir à une table de négociations à égalité ou parité avec son homologue chinois. Avant une telle échéance, sans doute éloignée, les deux parties recherchent une position de force qui n'est évidente ni pour Pékin ni pour Washington. L'équilibre ? ■

(1) Jean-Paul Burdy, *Questions internationales*, 4^e trimestre 2023. Quoique colonie japonaise de 1895 à 1945, Taïwan n'aurait gardé aucun sentiment anti-nippon. Voir aussi le remarquable dossier : « Les deux Corées », *Questions internationales*, février-mars 2024, La Documentation française.

(2) « B comme Blocus », Voix étrangères, *Royaliste*, n° 1271, 31 janvier 2024.



Le mur des Lamentations, surplombé par le dôme du Rocher, à Jérusalem. Deux lieux, deux peuples aujourd'hui irréconciliables.

Au pays de Canaan

PAR DOMINIQUE DECHERF

Guerre entre Israël et le Hamas, guerre entre Israël et Palestine, guerre entre Israël et l'Iran, guerre entre les démocraties et les empires autoritaires, guerre entre l'Occident et le Sud global, autant de poupées russes que la France des essayistes géopolitiques se propose de démonter.

L'abondante littérature qui emplit les présentoirs des librairies se partage en deux tendances qui ne se résument pas à être pro-Israélienne et pro-palestinienne. Il y a ceux qui traitent l'événement du 7 octobre dans sa singularité et le rapportent à l'histoire de cette terre particulière et ceux qui en font un épisode d'une lutte planétaire dont l'objet n'est plus une terre mais un universel abstrait, « l'Occident ». Pour être juste, il y a entre les auteurs infiniment de nuances et de chemins de traverse.

La plupart des auteurs, sidérés, cherchent à se rattacher à ce qui est connu. Les termes s'entrechoquent : razzia, pogrom, holocauste, massacre. Il n'y a pas à ce jour de qualification juridique : crime contre l'humanité ? crime de génocide ? La référence commune serait l'attentat contre les tours de Manhattan le 11 septembre 2001, amalgamant Hamas et Al-Qaïda, Yahya Sinwar et Oussama ben Laden. On oublie que, dans un cas, on s'en prenait à l'Amérique indistinctement, dans l'autre à des Juifs en tant que Juifs. Si comparaison n'est pas raison, l'idée a été de présenter l'action dirigée par les brigades du Hamas comme un acte de terreur délibérée en forme de piège tendu à Israël comme le 11 septembre avait été un piège tendu à Bush qui, par ses guerres en Afghanistan et en Irak, avait durablement compromis

l'image de l'Occident. Israël détruisant la bande de Gaza démonte sa propre image. La victime devient le bourreau – David, Goliath.

L'inversion des signes, selon les auteurs, revêt un caractère religieux, contesté par d'autres qui défendent une « *histoire laïque du Moyen-Orient* » (depuis l'an 395 dans Jean-Pierre Filiu, *Le Milieu des mondes*, Le Seuil, 2021). Religieuse, la référence persistante à une « *Terre sainte* » qui n'a pas le même sens pour un Juif que pour un catholique ou encore un « *américain chrétien* », ces évangéliques ou sionistes qui voient dans le retour des Juifs à Sion un avant-goût de l'Apocalypse (J.-P. Filiu, *L'Apocalypse dans l'Islam*, Fayard, 2008). La bande de Gaza ne fait pourtant partie d'aucune terre sainte, quelle que soit la confession religieuse. Jean-Pierre Filiu est le seul spécialiste de ce terrain si spécifique avec son unique *Histoire de Gaza* (Fayard, 2012). Les commentateurs habituels auraient préféré avoir à expliquer une explosion à Jérusalem où tout est resté calme, y compris pendant le mois de ramadan et l'Aïd. Si al-Aqsa (la mosquée de l'Esplanade ou Mont du Temple à Jérusalem, Al-Qods) figure dans le libellé de l'opération menée par le Hamas (« *Déluge al-Aqsa* »), le mot déluge est sans doute plus significatif (tel que relaté dans le Coran dans une version différente de celle

de la Bible, selon Gilles Kepel). Il reste que, même si les références religieuses sont utilisées (instrumentalisées), la population palestinienne est motivée par un nationalisme territorial (Pierre Haski, *Une terre doublement promise*). Plus un groupe avance la cause nationale, plus il gagne en popularité. C'est ainsi que le Hamas avait dépassé le vieux Fatah en se réappropriant la mythologie des Fedayin (« *prêts au sacrifice* ») abandonnée par Arafat en 1988.

Le terme « *holocauste* » est mal choisi du fait de sa relation (assumée) au sacrifice religieux. Gilles Kepel a-t-il oublié qu'il fut amèrement reproché à François Mauriac par Elie Wiesel ? De surcroît, le fait de le mettre au pluriel fait écho au « *double génocide* » opposé aux victimes tutsis au Rwanda qui s'étaient ensuite retournées contre les « *génocidaires* » hutus. Même si l'on procède à des distinctions, l'impression créée est que les responsabilités sont partagées, que tout est égal. Contrairement à ce qu'il semble croire, tout en niant renvoyer les uns et les autres dos à dos, ce n'est pas ainsi que l'on dépassera les controverses (« *émotives* ») du « *deux poids, deux mesures* » reproché alternativement à l'une ou l'autre partie, selon le nombre de victimes ou les façons de tuer.

Du particulier à l'universel. – Une autre voie est de se détacher d'un champ géo-

graphique particulier pour dégager des lignes générales. Gilles Kepel s'y était illustré avec *La Revanche de Dieu* (1990) en comparant les fondamentalismes qu'il voyait alors à l'œuvre dans la plupart des religions, comme s'il mettait sur un même plan ultra-orthodoxes juifs, intégristes catholiques, évangéliques, islamistes, hindouistes, bouddhistes. Comme dans les prophéties auto-réalisatrices (type « choc des civilisations » de Huntington en 1993), il en vient à relier le conflit de Gaza à « la guerre contre l'Occident ». La bande de Gaza devient ainsi l'enjeu d'une guerre mondiale sur laquelle chacun peut se connecter. Si l'on agrège successivement l'Iran, la Chine, la Russie, il est plus difficile d'y ajouter l'Inde plutôt anti-musulmane. En revanche l'Afrique du Sud, cinquième membre des BRICS, en déposant une plainte pour génocide devant la Cour internationale de justice, a pris la tête d'une nouvelle coalition hétéroclite, « le Sud global ».

Bernard-Henri Lévy avait en 2018 recouru au même procédé dans *L'Empire et les cinq rois*, où ne figurait pas non plus l'Inde, mais, outre les trois premiers, la Turquie et les néo-califats arabes : « *L'Internationale du pire* ». Jean-François Colosimo, dans son tout nouvel opus, *Occident, ennemi mondial n° 1*, n'a en revanche aucune hésitation à inclure l'Inde puisque son critère est l'opposition des néo-empires autoritaires aux démocraties : Chine, Russie, Turquie, Inde et Perse. La renaissance de ces ex-empires théologico-politiques est selon lui axée sur le commun rejet d'un Occident mythifié qui serait en réalité le fait de leurs dirigeants actuels plus que des sociétés.

Ces visions du monde ne sont pas nées le 7 octobre. Elles étaient apparues avec l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. La notion même de « Sud global » a émergé à partir de l'abstention à l'assemblée générale de l'ONU, d'une majorité des États non occidentaux sur la condamnation de la Russie. Pourquoi l'Afrique, l'Amérique latine ou le sous-continent indien se sentiraient-ils menacés quand leurs guerres, seraient plus meurtrières, leurs ouïes, quand leurs crises alimentaire et énergétique sont taxées de dommages collatéraux, quand l'aide au développement est détournée au profit de l'Ukraine ? Il n'était pas question alors d'Israël.

Comment tout à coup Israël a-t-il été rattaché à ce phénomène ? En assimilant Israël à l'Occident, selon une recette éculée qui, depuis sa création, le définit comme une projection « coloniale » de la culpabilité de l'Europe et du sionisme américain. Du côté de l'Occident, la figure de Netanyahu prend place dans le jeu de massacre de têtes de fête foraine qui identifie Khamenei, Poutine, Xi Jinping, Modi et Erdogan.

Or, si le Premier ministre Netanyahu est contesté par une majorité d'Israéliens, ce n'est pas pour vouloir « éradiquer »



La une de l'hebdomadaire *The Economist*, du 23 mars 2024. Israël est-il vraiment seul ?

le Hamas, objectif largement consensuel, comme celui de rejeter un État palestinien, mais pour avoir failli à assurer la sécurité des kibboutzim en bordure de la bande de Gaza. Il y a eu des fautes dans le renseignement, dans la technologie, comme celles recensées aux États-Unis le 11 septembre, ou même le 6 octobre 1973 lors de l'offensive égyptienne de Kippour.

La bande de Gaza devient ainsi l'enjeu d'une guerre mondiale sur laquelle chacun peut se connecter.

« *Un espoir quand même ?* ». – L'ancien ambassadeur en Israël (2003-2006), aux États-Unis et à l'ONU, Gérard Araud, ne se résout pas à l'absence d'action de la part de l'Europe. Kepel doute de l'Europe qu'il dit « infiltrée ». Il appuie là où cela fait mal : la Commission européenne est le principal bailleur de fonds (officiel) des institutions palestiniennes sans aucune contrepartie politique. Nécessairement, des fonds arrivent en des endroits qu'il ne faudrait pas. J.-P. Filiu pense qu'il y a un boulevard pour l'Europe au moment où l'Amérique est sur le retrait, l'ONU impuissante, les Russes et les Chinois marginaux sur le dossier. À partir de là, les options diffèrent : Araud, qui ne regrette pas le décès de la trop fameuse « politique arabe » de la France et énumère lucidement les obstacles à la solution des deux États, plaide pour une « proposition d'initiative française » (reprise en tête de la revue *Commentaire*, n° 185, printemps 2024) sous la forme d'une « déclaration » en deux parties, la définition d'un règlement final détaillé assorti d'un « paquet-cadeau » ainsi que d'élections.

Kepel, tout en réfutant l'opposition entre Nord et Sud et tout amalgame en « blocs », entend s'en tenir à une stricte analyse géopolitique du jeu des grandes puissances,

régionales d'abord, mondiales ensuite. D'où sa focale sur l'Arabie saoudite, puissance d'avenir, seule capable, selon lui, de négocier un État palestinien.

Filiu resitue le théâtre palestinien dans l'espace dénommé Croissant fertile auquel il appartient, depuis les origines antiques jusqu'aux adeptes de la « grande Syrie », entre Nil et Euphrate. On ne peut isoler le problème palestinien, selon lui, de la guerre en Syrie qui a fait 350 000 victimes et autant de réfugiés qu'il y a de réfugiés palestiniens comptabilisés par l'UNRWA. Il n'y aura aucun règlement en Syrie, selon lui, s'il n'y a pas d'accord israélo-palestinien (réciproquement ?). Lui qui a soutenu les Printemps arabes, critique les acteurs d'aujourd'hui – le Hamas, bien sûr, dont il nie avec véhémence l'assimilation aux Gazaouis, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, 88 ans, et, bien sûr, Netanyahu (*Main basse sur Israël*, La Découverte, 2019, dont *Royaliste* avait rendu compte) – autant que les dirigeants arabes et occidentaux. Araud, Kepel, Filiu, et toute la communauté internationale et les intellectuels, ne jurent que par un homme providentiel, un Sauveur, Marwan Barghouti, dit « le Mandela palestinien », plus ancien prisonnier, dont on attend le même miracle qu'il y a trente ans en Afrique du Sud.

Cela supposerait, côté israélien, une « conversion » réciproque, un retour à « l'esprit du judaïsme », à « l'âme juive » comme l'écrit Bernard-Henri Lévy dans *Solitude d'Israël* (et aussi Shmuel Trigano, *Le Chemin de Jérusalem*). Le titre a été repris en couverture de l'hebdomadaire britannique *The Economist* (« *Israel alone* », 23 mars). Là où l'actualité a conduit à l'isolement d'Israël qui a perdu la guerre de communication dans sa guerre à Gaza, BHL confirme que « *les Juifs sont seuls, plus seuls qu'ils ne l'ont jamais été* » : « *les libéraux qui leur ressemblent les désavouent et les illibéraux qui ne lui ressemblent pas le défendent* ». Il met en garde Israël contre ces « faux amis » qui lui feraient renoncer à sa singularité constitutive pour les plus mauvaises raisons (antisémitisme, islamophobie). Israël n'est pas une nation « comme les autres ». On attend d'elle un « signe » pour l'humanité. ■

- J.-P. Filiu, *Comment la Palestine fut perdue ; et pourquoi Israël n'a pas gagné. Histoire d'un conflit (XIX^e-XXI^e siècle)*, Le Seuil.
- P. Haski, *Une terre doublement promise*, Stock.
- G. Kepel, *Holocaustes. Israël, Gaza et la guerre contre l'Occident*, Plon.
- M. Goya, *L'embrasement. Comprendre les enjeux de la guerre Israël-Hamas*, Perrin/R. Laffont.
- G. Araud, *Israël. Le piège de l'Histoire*, Tallandier.
- B.-H. Lévy, *Solitude d'Israël*, Grasset.
- J.-F. Colosimo, *Occident, ennemi mondial n° 1*, Albin Michel.
- Sh. Trigano, *Le Chemin de Jérusalem. Une théologie politique*, Les Provinciales.
- V. Lemire et Th. Snégaroff, *Israël/Palestine. Anatomie d'un conflit*, Les Arènes.

Marx sans le marxisme ?

Un retour à Marx est-il possible ? Le philosophe Denis Collin le pense. Mais de quel Marx s'agit-il ? Du philosophe réaliste ou du penseur utopiste ?

Saluons d'emblée le courage et l'honnêteté intellectuelle qui ont permis à Denis Collin, philosophe issu de la tradition marxiste, de mener à bien un projet difficile visant à délivrer Marx de l'héritage catastrophique du marxisme. Après un solide rappel, y compris critique, des apports théoriques de l'auteur du *Capital*, l'ouvrage passe en revue les causes qui ont provoqué l'effondrement des expériences marxistes, propose une relecture de Marx à l'aune des évolutions en cours et dessine *in fine* les lignes d'un nouveau projet émancipateur, à mi-chemin entre Marx et la pensée républicaine. L'ensemble est suffisamment solide pour mériter une discussion au fond.

On ne peut qu'être d'accord avec l'auteur quand il fait d'entrée de jeu le constat que « le marxisme est mort et bien mort ». Georges Sorel, dès 1910, avait pressenti sa décomposition, sinon rapide, du moins inéluctable. Un long processus de corruption a transformé la social-démocratie en « honnête » cogestionnaire des systèmes capitalistes, jusqu'à s'y dissoudre. Il aura fallu du temps pour venir à bout du « socialisme réel », dont la logique totalitaire était à l'œuvre bien avant l'ère stalinienne. Une période de l'histoire s'est terminée et toutes les tentatives de replâtrage ou de « refondation » sont vouées à l'échec. Le verdict de Denis Collin, « le socialisme du XX^e siècle n'aura jamais été qu'un ensemble de variantes du capitalisme », est cruel mais sans appel.

Marx réaliste. - Il est clair que l'ambition de Marx visait plus haut. Il souhaitait un nouveau réalisme où l'esprit, réconcilié avec le monde physique, débarrassé des chimères de l'idéalisme et du matérialisme grossier des penseurs libéraux, serait acteur de l'histoire. À la suite d'Aristote, Marx considère que le monde repose sur

des communautés d'« individus vivants », producteurs de leur propre histoire. Ce retour au réel le conduit à dénoncer de manière implacable la mystification d'une « économie politique bourgeoise qui tient pour éternelles les catégories économiques propres au mode capitaliste » et la réalité monstrueuse d'un processus de production qui s'approprie le travail des hommes et transforme le monde en une vaste machine à faire de l'argent.

L'évolution du monde confirme d'ailleurs les prévisions de Marx. Denis Collin a raison de dire que le processus en cours de financiarisation de

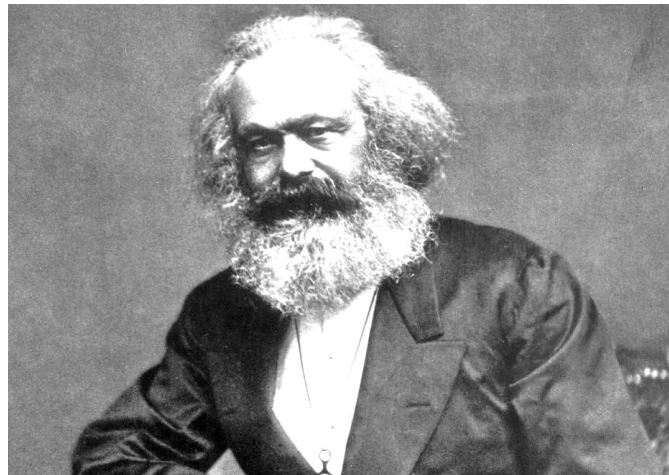
Marx utopiste. - Suffit-il alors de se débarrasser du marxisme pour faire un bon usage de Marx ? Les choses ne sont pas si simples. Prenons sa philosophie de l'histoire. En homme du XIX^e siècle, Marx a été fasciné par l'esprit conquérant de la bourgeoisie, par sa capacité à mobiliser toute la puissance de la production et de la machinerie moderne. Au point de considérer cet épisode, cet « accident libéral », comme le point de bascule de toute l'histoire humaine, et de trouver partout de la lutte des classes et du capitalisme en germe, y compris dans des époques où, de toute évidence,

ni souhaitable dans un monde aux ressources finies. Et le capitalisme aura, de toute façon, tôt fait de reprendre la main en organisant lui-même, selon la formule de Schumpeter, la destruction de ses formes dépassées au profit de modes de production plus innovants mais tout aussi oppressifs.

En réalité, si l'on veut enrayer le processus capitaliste, n'est-ce pas l'effort inverse qu'il convient de faire : remettre l'économie à sa place, à sa juste place ? La considérer pour ce qu'elle est : une des formes, certes importantes, de l'activité humaine, non son fondement et son principe. C'était déjà la leçon d'Aristote dans son *Éthique à Nicomaque*. Et c'est, plus près de nous, ce que préconisait le philosophe et économiste Karl Polanyi, lui aussi venu du marxisme, lorsqu'il proclamait la nécessité de « réencastner l'économie dans la société ». De fermer la parenthèse libérale pour permettre à l'homme de s'adonner à nouveau à la pluralité de ses activités sociales : travail utile, création, pensée.

Ce projet de retour aux principes de la civilisation, c'est un peu celui que Denis Collin nous propose en conclusion de son ouvrage. Sa première formule politique, celle d'une « république sociale » qui fonderait sa légitimité sur la non-domination, nous paraît un peu trop restrictive. Nous lui préférons sa seconde formulation, celle d'une *res publica*, au sens de Jean Bodin, attachée à la recherche du bien commun, reposant sur un État agissant mais non bureaucratique, sur une large décentralisation des pouvoirs et sur une société où le collectif des producteurs reprend le contrôle de l'économie. Un régime respectueux aussi des traditions, des cultures, de l'héritage spirituel de chacune des nations. Un « socialisme libéral » au bon sens du terme, nous dit Denis Collin. Pourquoi pas ? Marx s'y retrouverait-il ? Peut-être ! ■

PAUL GILBERT.



Karl Marx en 1875. « Ce qui est certain, c'est que moi, je ne suis pas marxiste. », affirmait-il à son gendre Paul Lafargue.

l'économie ne constitue en aucune façon un changement de nature du capitalisme, comme on le lit souvent, mais la poursuite cohérente de son projet de domination. L'économie bourgeoise, après s'être débarrassée du travailleur indépendant dès la Révolution française, persévère dans son œuvre de destruction sociale en réduisant en miettes le travail salarié. Et le « désenchantement du monde », décrit par les penseurs qui ont côtoyé l'œuvre de Marx (Adorno, Habermas, Marcuse, Ellul, Debord...) – marchandisation de la culture, instrumentalisation de la science, saccage de la planète, surveillance des consciences... –, est en lien direct avec l'extension d'un mode de production qui s'attaque toujours plus aux fondements mêmes de notre civilisation.

ils n'existaient pas. Marx en arrive même à considérer que les forces productives sont « la seule énergie utile des hommes », une énergie qui façonne tous leurs rapports sociaux. Il étend ainsi au monde humain tout entier le dogme libéral de la souveraineté de l'économie.

C'est d'ailleurs à l'économie même que Marx demande d'affranchir l'homme de l'oppression économique. Il suffira, le moment venu, aux forces productives d'exproprier le capital et le tour sera joué. S'ouvrira alors la fin de l'histoire : une société d'abondance illimitée, sans classes, et sans État... Le « socialisme scientifique » sombre alors en pleine utopie, une utopie que la réalité se chargera de démentir, car la croissance illimitée des forces productives n'est ni possible

WIKIMÉDIA

► Denis Collin, *Comment peut-on encore être "marxiste" ?*, Atalante, 2024.

DR



Par Gérard Leclerc

Défense d'une France en procès

Êtes-vous lecteur de *Libération*? J'avoue l'être, pour ma part, assez souvent. Non en raison d'une quelconque empathie, mais par intérêt intellectuel. Il est utile de comprendre comment se formule aujourd'hui ce qu'on appelle la pensée *woke*, avec son déni de l'héritage, son antiracisme idéologique, son féminisme exalté, et même son transsexualisme militant. Il est intéressant d'apprendre qu'il n'y a aujourd'hui que deux camps, celui du « fascisme » et celui de la liberté indéfinie. Qu'importe que ce fascisme soit émancipé de ses origines historiques pour désigner tout objet d'exécration quelle que soit sa nature. Bien sûr, il y a des nuances à apporter à un tel tableau, ne serait-ce que du point de vue stylistique. Le sabir inclusif peut y côtoyer l'amour le plus éclairé de notre tradition littéraire. Et l'on peut penser que tous les rédacteurs ne sont pas sur la même ligne, lorsqu'elle frise le nihilisme débridé. Il n'empêche que la lecture du quotidien permet un suivi analytique des tendances qui visent à la déconstruction de nos appartenances.

Le dernier essai de Paul-François Paoli ne résulte pas d'une lecture critique de *Libération*. Mais le diagnostic qu'il énonce correspond exactement aux thématiques qui y sont développées. La déconstruction de la déconstruction s'y affirme sans crainte, pour déboucher sur une certaine fierté d'être Français et Européen, dans le sens défini par Paul Valéry : « Toute race et toute terre qui a été successivement romanisée, christianisée et soumise, quant à l'esprit, à la discipline des Grecs, est absolument européenne. » Ce terme de race, qui fut autrefois largement employé à droite et à gauche se trouve aujourd'hui l'objet d'une méfiance universelle. L'accusation de racisme est l'arme la plus efficace propre à stigmatiser l'adversaire et même à l'anéantir. Paul-François Paoli ne veut pas fuir le débat à ce propos : « Plutôt que de diaboliser ce terme [de race] en soupçonnant tout un chacun de racisme, nous devrions avoir le courage de l'envisager dans sa polysémie et sa complexité. » Bien sûr que le racisme est une aberration et plus encore une ignominie. Mais un Lévi-Strauss, fort d'un savoir inégalé, n'a jamais nié ce qui relevait d'une hérédité qui marque l'originalité d'une ethnie : « Race peut vouloir dire ethnie qui, étymologiquement, signifie peuple. Race peut renvoyer à la lignée ou à la généalogie et exprime aussi le caractère d'un peuple ou d'un individu. Georges Pompidou disait, en parlant de ses parents auvergnats, qu'ils étaient issus d'une "race dure à la peine". »

Le mot a pris une désinence qu'il n'avait pas autrefois. Charles Péguy a employé à maintes reprises l'expression de « race française ». C'était dans la meilleure acception du terme, dans l'ordre d'une filiation spirituelle. Et si Barrès a pu, au moment de l'affaire Dreyfus, se laisser aller à des débordements douteux, il a redressé la barre en accordant une place de choix au judaïsme dans les familles spirituelles de la France. Cela n'empêche pas qu'aujourd'hui un opprobre généralisé est lancé contre une identité française accusée de tous les maux, y compris celui de suprémacisme, ce qui relève d'une malhonnêteté caractérisée. Mais ce qui importe, c'est de faire le procès implacable des nations, qui auraient fait peser sur les peuples, notamment colonisés, une empreinte indélébile, dont on poursuit le procès sans fin. Et c'est au moment où l'on veut restituer à ces peuples colonisés tout le prestige de leur passé enfoui, qu'on dénie aux colonisateurs tout droit à se réclamer de la fierté de leurs origines et de leur culture. Pourquoi alors, objecte Paul-François Paoli, ces ex-co-

lonisés préfèrent-ils, de loin, rejoindre la France et l'Angleterre lorsqu'ils veulent s'exiler de leur terre natale?

Quels moyens de défense envisager devant le déni d'une identité française soupçonnée de promouvoir le racisme? Le plus souvent, ce qui est mis en avant c'est la République et ce qu'on appelle ses valeurs. Pas un seul jour sans que nos gouvernants n'invoquent ce talisman susceptible de nous épargner les dérives et les catastrophes que les médias sont de plus en plus contraints de rapporter en termes de fait de société et non plus de faits divers. Paul-François Paoli est plus que méfiant à l'égard de ce style de réponse et de cette stratégie. Car la citoyenneté reconnue et dispensée aux nouveaux arrivants sur notre sol ne résout pas toutes les difficultés : « Un peuple n'est pas un amalgame d'individus sans rapport les uns aux autres. Être Français n'est pas un panel de droits, c'est une affiliation et un sentiment. » Une certaine conception de la citoyenneté, qui certes n'est pas sans vertu s'il s'agit de promouvoir les qualités civiques, celles qui concourent à la définition d'un intérêt général, ne suffit pas à circonscrire l'appartenance à un peuple donné. La négation « du peuple français comme peuple autochtone ayant des droits sur un territoire nommé la France » conduit à une désaffiliation de notre appartenance particulière : « Nous ne sommes pas universels, à quel titre le serions-nous plus que les Anglais ou que les Chinois, mais singuliers comme tous les peuples du monde [...]. La France est cette construction de l'Histoire qui peut se défaire demain, si rien ne lie les Français entre eux. Si la France ne fait plus lien entre les Français, autant dire qu'elle n'a plus de raison d'être. »

L'essai de Paul-François Paoli est ainsi riche d'aperçus qui font d'autant plus réfléchir qu'ils vont à contre-courant des conceptions les plus en cour. Qu'il provoque discussion et objections serait à mettre à son crédit, car nous avons un besoin urgent non de débats superficiels mais de remises en cause de fond. Je recommanderai ainsi les pages consacrées à Israël, car elles sont d'une actualité brûlante eu égard au conflit avec le Hamas. « L'immense paradoxe est quand, renaissant de ses cendres, l'État d'Israël a démontré, à rebours de l'idéologie des Lumières, que la force d'une nation provenait de la fidélité à un passé, fut-il en partie mythique et reconstruit. » Je pourrais invoquer le cas de Pierre Boutang – que Paul-François Paoli serait le dernier à récuser – qui s'est radicalement attaché à l'existence et à la survie d'Israël, allant jusqu'à rendre à ses élèves, jeunes Juifs déjudaïsés, la conscience biblique de leur judéité. Du coup, ceux-ci pouvaient se libérer de leur rêve de révolution pour se vouer à la défense et illustration de leur tradition : « Quand l'idée de révolution s'écroule, celle de tradition resurgit. »

Je ne puis résumer en quelques traits les pages que l'auteur consacre au féminisme dans sa désinence radicale. J'y adhère de toute mon âme. J'ai d'ailleurs eu l'occasion d'évoquer cette haine du mâle qui relève d'une pathologie redoutable et débouche sur le déni de tout avenir généalogique. Une telle rupture anthropologique constitue le symptôme le plus alarmant d'une décadence qui est bel et bien en route (1). ■

(1). Voir à ce propos la réédition du livre de Julien Freund *La Décadence*, Éditions du Cerf.

► Paul-François Paoli, *Race, Sexe, Identité : la France en procès*, Jean-Cyrille Godefroy, 2024.

Tartuffe et les identités percutées

Le très gros malaise dans la civilisation qu'on dit occidentale implique une analyse au sens curatif du terme. Il s'agit de dévoiler les faux-semblants des discours dominants, le travail de la modernité sur les postures identitaires et la pulsion autodestructrice qu'elles recèlent.

Jean-Loup Bonnamy frappe à droite et à gauche, avec une belle vigueur conceptuelle assortie d'observations pénétrantes sur les faits significatifs de notre vie quotidienne (1). Tartuffe est sa première cible. Il se présente sous plusieurs visages mais vise à maintenir le même système de domination.

Le Tartuffe patronal intervient peu dans les sempiternels débats sur l'immigration, sauf pour chiffrer placidement les besoins du pays en main-d'œuvre étrangère. Il ne précise pas qu'il s'agit du « besoin » de travailleurs sous-payés et non-syndiqués qui perpétue le schéma colonialiste. La gauche sans-frontiériste, qui milite pour l'accueil maximal sans se soucier du sort des accueillis, participe de la même tartufferie.

Le Tartuffe auto-flagellant est moins facile à débusquer. Le discours sur la culpabilité occidentale semble atteindre les sommets de la moralité alors qu'il s'agit d'une variante de l'orgueil occidentaliste. « Dans la vision ethnocentrique, remarque Jean-Loup Bonnamy, peu importe que l'Occident soit défini comme supérieur (la colonisation) ou comme coupable (la repentance), il doit toujours être le pivot de l'histoire ».

Le Tartuffe culturel et civilisationnel s'est quant à lui reproduit à d'innombrables exemplaires dans tous les secteurs où l'on prétend défendre « nos valeurs ». Emmanuel Macron célèbre l'humanisme européen alors que la logique néo-libérale est en train de détruire l'Éducation nationale et la Recherche. Les élites françaises ont défendu la candidature de Paris aux Jeux olympiques avec une devise en anglais et les peluches-mascottes de l'événement sont fabriquées en Chine. Éric Zemmour défend l'identité française en massacrant l'histoire de France et, sur le même créneau, Jordan Bardella s'efforce de cacher sa prodigieuse inculture. Nous sommes en train de subir le choc des incultures et un processus de décivilisation qui affecte « l'Occident chrétien » tout autant que les expressions rigoristes importées d'Arabie saoudite.

Le choc des cultures et la guerre des civilisations sont d'autant plus illusoire que les identités culturelles et civilisationnelles ne sont jamais figées. Par des scènes tirées de la vie quotidienne, Jean-Loup Bonnamy donne à voir comment les identités les plus affirmées sont percutées



Le philosophe Jean-Loup Bonnamy lors d'un récent Mercredi de la NAR.

par la modernité. Ainsi un beau soir d'été, à Besançon, trois jeunes filles sont sur un banc. Deux portent une abaya noire et sont voilées. La troisième, vêtue d'un pantalon taille basse et d'un *crop top*, allume un joint qu'elle passe à ses deux amies. Toutes trois se prennent ensuite en photos dans des poses aguicheuses inspirées par les influenceuses américaines. J'ai vu à Paris une jeune femme en minijupe mais coiffée d'un tchador très rigoriste au bras de son compagnon barbu qui n'y voyait manifestement pas malice... Jean-Loup Bonnamy a raison d'évoquer le « déchirement mental » engendré par ces injonctions contradictoires. C'est l'une des causes de la violence, que l'on ne fera pas disparaître par des postures répressives.

La dialectique de l'identité et de la différence n'a d'autre fin que la redécouverte par l'individu de sa propre identité, d'ailleurs problématique.

Aux chocs provoqués par la modernité telle que les médias la projettent, s'ajoute la logique interne d'une identité percutée par elle-même. Quant à l'identité de gauche, Jean-Loup Bonnamy évoque longuement le retournement de l'antiracisme classique en néo-racisme, selon le processus analysé par Paul Yonnet (2). Nous avons vu le nationalisme identitaire se scinder en deux partis, l'un radical avec Éric Zemmour, l'autre dédianabolisé par les soins de Marine Le Pen. Nous n'oublions pas le fossé qui sépare le sentiment d'appartenance régionale et les reconstructions

ethnolinguistiques, génératrices d'identités factices. La dialectique de l'identité et de la différence n'a d'autre fin que la redécouverte par l'individu de sa propre identité, d'ailleurs problématique.

Le phénomène *woke*, précisément expliqué par Jean-Loup Bonnamy, est l'une des plus criantes illustrations de l'impasse identitaire. La convergence des luttes minoritaires a buté sur le conflit israélo-palestinien et il a été décidé – on ne sait par qui – que les Juifs ne devaient plus être regardés comme une minorité-victime mais dénoncés comme agents de l'impérialisme et du colonialisme. Des étudiants juifs marginalisés, voire agressés sur les campus américains, des féministes juives interdites de manifestation par des féministes propalestiniennes, des campagnes de harcèlement néo-puritaines contre des personnalités de gauche : la logique identitaire est celle de l'autodestruction par hystérisation des différences.

Il me faut cependant objecter à Jean-Loup Bonnamy que l'Occident dont il s'inquiète est plus que déboussolé : il a un problème d'identité tellement sérieux qu'il est permis de douter de son existence. Définir l'Occident comme une réalité géopolitique qui englobe les États-Unis, leurs alliés et leurs clients, c'est accepter que l'Europe soit irrémédiablement coupée en deux dans la négation de sa civilisation. Vanter les « valeurs » occidentales conduit à négliger les particularités européennes et américaines et à nier la contradiction interne du discours occidentaliste qui invoque la haute culture européenne et américaine tout en assurant la promotion de ce qui la nie : le néo-libéralisme dans la presse conservatrice, le *wokisme* dans la gauche atlantiste.

La dialectique de l'identité et de la différence relève d'une réflexion philosophique qui reste sans réponse politique. On ne fonde rien de solide sur les logiques participatives-dissipatives que nous voyons à l'œuvre dans le chaos intersectionnel. À la fiction occidentaliste, il faut opposer une relation à l'universel conçu comme unité du genre humain vécue dans la diversité des appartenances collectives. Contre le nationalisme fondé sur la haine identitaire, il faut faire valoir la conception politique traditionnelle de l'unité nationale respectueuse des diversités géographiques et sociales. ■

BERTRAND RENOUVIN.

(1) Mon entretien avec l'auteur sur la chaîne YouTube de la NAR.

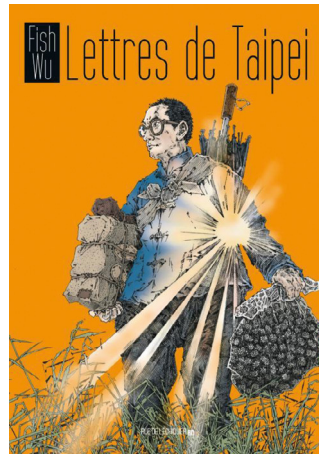
(2) Cf., sur la chaîne de la NAR, la conférence de Marcel Gauchet, qui a préfacé la réédition du livre de Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français*, L'Artilleur, 2022.

► Jean-Loup Bonnamy, *L'Occident déboussolé*, Éditions de l'Observatoire, février 2024

Des b.d. dans l'air du temps

Comme toute forme artistique, la bande dessinée exprime son époque. Cela se produit parfois avec quelque retard, non seulement parce que sa réalisation demande un certain temps, généralement allongé par la collaboration d'un scénariste et d'un dessinateur, mais aussi parce que le milieu doit s'imprégner des nouvelles tendances, voire des nouvelles techniques. En voici quelques exemples, situés dans l'histoire du XX^e siècle ou dans notre nouveau millénaire.

Commençons par l'extraordinaire saga du père du whisky japonais : Masataka Taketsuru a véritablement existé, et l'album dû à Fabien Rodhain, Didier Alcante et Alicia Grande raconte, en 134 pages et non sans humour, l'épopée de celui qui a été surnommé *Whisky San* (Grand Angle). Restons dans l'Empire du Soleil levant, mais d'une tout autre manière, avec *Mauvaises herbes* (Futuropolis), dont le sous-titre résume le sujet : d'après le témoignage d'une esclave sexuelle durant la guerre du Pacifique. La Sud-Coréenne Keum Suk Gendry-Kim retrace, en presque 500 pages et avec un dessin à la fois simple et expressif – y compris des cases complètement noires – la souffrance des victimes. Quant au Taïwanais Fish Wu (Yi Pi Yu, de son vrai nom), il

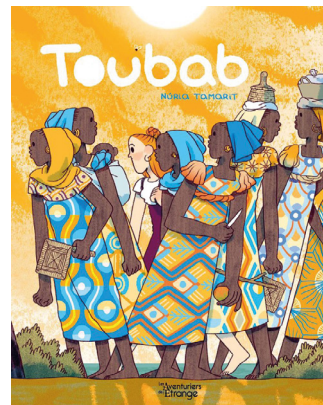


consacre 170 pages à expliquer la vie et les sentiments de ceux qui ont été séparés après la prise du pouvoir par Mao : ses *Lettres de Taipei* (Rue de l'échiquier) ajoutent de profonds sentiments à la description des malheurs et des outrages d'un système totalitaire.

Avec le trente-cinquième volume des aventures de Lefranc, Roger Seiter et Régis (Frédéric Legrain) nous emmènent dans l'Espagne de Franco, en 1963, au moment de l'accident de Palomares, qu'ils dénomment de façon plus accrocheuse *Bombes H sur Almeria* (Casterman), puisqu'il s'agissait de quatre ogives américaines tombées sur le sol et en mer après une collision d'avions ; si on a droit à pas mal de poncifs et d'anachronismes, il est dommage

que les auteurs n'aient pas évoqué la flamboyante « duchesse rouge », Luisa Isabel de Medina Sidonia, qui se fit l'avocate des populations concernées. Une vision tout aussi simpliste traverse *La révolution des Œillets*. 25 avril 1974, le jour de la Liberté (Cadamoste Éditions), où Sandra Canivet Da Costa et Jay Ruivo décrivent un Portugal un peu de carton-pâte.

Voici maintenant deux ouvrages concernant l'Afrique. Dans *Toubab* (Aventuriers d'Ailleurs), Núria Tamarit transcrit, avec empathie et amusement, le regard des Sénégalais sur les humanitaires arrivant chez eux ; si l'autrice – qui préfère le néologisme « auteure » – pourfend volontiers « le système capitaliste et le patriarcat oppressif », sa bd se situe dans une ligne fondamentalement bienveillante. Autre



visage du continent noir, *Le Silence du Juju. Itinéraire d'une Nigériane, de la prostitution à l'émancipation* (Éditions du Faubourg) donne à Armandine Penna et Diane Morel l'occasion d'un beau récit, émouvant, instructif et tout en finesse.

Venons-en à un certain air du temps. Claire Duplan a créé *Camel Joe* (Rue de l'échiquier), une sorte de super-héroïne « niqueuse du patriarcat », dans un graphisme évoquant l'*underground* américain et le taggare européen ; elle utilise parfois uniquement l'anglais et les expressions fleuries ne manquent pas. De son côté, Zoéli, qui s'est manifestée par « des engagements forts en faveur de la justice sociale et environnementale », propose de *Tout plaquer ! Comment on est devenu paysans* (Le Courrier du Livre). Un peu dans le même esprit, on apprend que, s'ils veulent bien abandonner leurs modèles habituels, *Les Économistes sauveront la planète (avec un peu d'aide)* (De Boeck Supérieur) ; telle est la vision de Julie Bouvot et William Honvo.

Enfin, Valentine Choquet propose un extraordinaire *Quand j'ai froid* (Les éditions de la Gouttière) ; quasiment sans aucun texte ni phylactère, est développée la rencontre de deux générations ou, plus exactement, de deux personnes. ■

GIHÉ.

Cinéma

■ **L'éducation dans tous ses états.** – Deux films récents traitent à nouveau des difficultés du monde enseignant. *Bis Repetita* les évoque sur un mode léger. Delphine, une jeune prof de latin, ne parvient plus à gérer sa classe. Elle trouve un accord avec ses élèves : en échange d'excellentes notes, ils la laisseront tranquille toute l'année. Tout fonctionne à merveille jusqu'au jour où les fabuleux résultats de la classe lui valent une invitation au championnat du monde de latin. Pour sauver l'option latin et son poste, Delphine n'a qu'une solution : tricher.

Le film, coup de cœur du festival de L'Alpe d'Huez, est assez agréable, même s'il peine à choisir entre la comédie et la fable mora-



liste et si les acteurs ne savent pas toujours où ils vont.

Pas de vagues est une œuvre plus dramatique qui met en scène un professeur de lettres dans une histoire tirée de la réalité. Julien

cherche à créer un lien privilégié avec ses élèves en les impliquant au maximum, mais il est accusé de favoritisme et même de harcèlement vis-à-vis d'une élève et menacé de mort par le frère de celle-ci.

Très vite, l'enseignant est lâché par sa hiérarchie. L'idée est intéressante au regard des événements récents (les assassinats de Samuel Paty et Dominique Bernard, bien sûr, et plus récemment la démission du proviseur du lycée Ravel), mais la réalisation, le jeu des acteurs et les incohérences du scénario empêchent de réellement entrer dans le film.

Après *Un métier sérieux*, *La Salle des profs* et *L'affaire Abel Trem*, sortis en 2023, la crise de l'école continue d'inspirer le cinéma. Le sujet est porteur, le public facile à trouver mais le traitement reste assez politiquement correct :

les professeurs sont motivés (*Un métier sérieux*), ils sont obligés de mentir (*Bis Repetita*) ou de couvrir des mensonges (*L'affaire Abel Trem* et *La Salle des profs*), ils se mettent en danger (*Pas de vagues*), mais tout finit bien parce que les élèves sont des ados sympas et finalement bienveillants.

Peut-être qu'un film plus proche de la réalité cruelle des enseignants sortirait du lot en montrant dépressions, *burn-out*, sacrifices et lâchetés, difficultés et mépris de la hiérarchie et de la société. Pour l'instant, le cinéma continue de croire en l'Éducation nationale..., peut-être plus encore que les enseignants eux-mêmes.

OMAR GOUSMI.

► *Bis Repetita*, film d'Émilie Nollet, mars 2024.

► *Pas de vagues*, film de Teddy Lussi-Modeste, mars 2024.

Les hommes de Normandie-Niemen

En août 1939, lorsque l'Union soviétique signe avec l'Allemagne nazie son pacte de non-agression suivi par la participation de l'Armée rouge à la conquête de la Pologne, tout le monde y perd son latin. Pendant vingt-deux mois les deux dictateurs vont se partager l'Europe. Bien des raisons idéologiques et stratégiques poussent Hitler à rompre cette entente cordiale. Le 22 juin 1941 une formidable armée, de plus de quatre millions d'hommes, part à l'assaut du monde bolchevique. En moins de cinq mois, les armées nazies sont aux portes de Moscou... La vieille Russie semble s'effondrer.

Dès la signature de l'armistice (juin 1940), Pétain envoie auprès de Joseph Staline une délégation (1) conduite par Gaston Bergery. Après l'invasion elle quitte l'URSS, fin 1941. Le colonel Charles Luguët (1896-1945), membre de celle-ci, profite d'une escale pour rallier Londres et la France libre. Il y rencontre Albert Mirlesse (1914-1999), du Service du renseignement des Forces aériennes de la France libre (FAFL). Face à l'avancée nazie, les Alliés sont persuadés de la victoire d'Hitler. Luguët donne une analyse très différente de ce qui se passe en URSS et défend l'idée que, comme tous ceux qui ont voulu écraser la Sainte Russie, les nazis vont s'enliser. Les deux officiers en persuadent de Gaulle. À Londres, s'il y a quelques socialistes, il n'y a aucun bolchevique. Ce n'est donc pas par amitié idéologique, mais ce sont bien les nombreuses chausse-trapes de « ses amis » anglais et étatsuniens qui poussent le Général à imposer la présence d'un groupe de combat aérien sur le front russe malgré les protestations de plusieurs Français libres et des Alliés.

Le général Valin, chef des FAFL, a créé en 1940 le premier groupe de chasse aérien, Île-de-France, puis, lors de l'intervention en Syrie, le groupe Alsace. Il décide d'en assembler un troisième pour la Russie qui prend le nom de Normandie.

D'abord sous le commandement de Joseph Pouliquen (1897-1988), qui n'est pas un navigant, puis sous l'autorité du commandant Jean Tulasne (1912-1943). Le groupe (quatorze pilotes et cinquante-huit mécaniciens) arrive à la base russe d'Ivanovo (à 250 km au nord-est de Moscou) fin novembre 1942.

De Gaulle a donné deux consignes strictes à Tulasne et Pouliquen : premièrement et en toutes circonstances, ne prendre une décision qu'en pensant « aux intérêts de la France » et, deuxièmement, ne choisir le matériel qu'en fonction des combats à venir. Ainsi Tulasne, après avoir essayé les différents avions alliés, choisit le petit avion soviétique, le Yak, le meilleur et le mieux adapté aux conditions climatiques, au désespoir des Anglais.



Le commandant Roland de La Poype (1920-2012) en 1940. Compagnon de la Libération, un des pilotes les plus décorés de l'escadrille Normandie-Niemen.

En mars 1943 les « Normandie » sont prêts. Ils rejoignent la 303^e division de chasse (russe), commandée par le général Zakharov, un ancien des Brigades internationales. Dès leur première sortie, les petits Franzouskis abattent deux avions ennemis... Bon début... suivi très rapidement des premières pertes. Le 19 juin 1943, un communiqué officiel soviétique mentionne pour la première fois le groupe de chasse français. Le 17 juillet, lors de la bataille de Koursk, le Yak du commandant Tulasne est abattu dans le ciel d'Orel. Suite à cette disparition, le colonel Pierre Pouyade (1911-1979) prend la direction du groupe jusqu'en décembre 1944. Son adjoint Louis Delfino (1912-1968) lui succède juste qu'à la fin de la guerre.

« Aujourd'hui 21 juillet 1944, à 24 heures, Moscou capitale de notre patrie, saluera en son nom nos brillantes troupes du 3^e front biélorussien qui ont touché le Niemen et brisé la défense de l'ennemi... Pour célébrer la victoire, les unités qui se sont les plus distinguées... porteront le nom de Niemen. »

Joseph Staline

À l'origine, le groupe s'est formé exclusivement chez les gaullistes. On connaît les parcours sinueux qui ont conduit les premiers engagés. Normandie n'échappe pas à la règle. On va y retrouver ceux issus de l'aviation populaire (2) comme ceux au parcours plus classique : les fils de la noblesse comme les paysans, les Français comme les naturalisés... Si l'instigateur du groupe, le commandant Albert Mirlesse, est né dans une famille de Juifs russes émigrée en 1905 pour fuir la répression tsariste, d'autres comme Michel Schick, lui aussi d'une fa-

mille juive russe, a dû fuir la répression stalinienne dans les années vingt. Ils ne sont pas seuls puisqu'ils combattent avec d'autres émigrés russes comme Constantin Feldzer (né à Kiev) et Léon Ougloff (né à Orenbourg).

De Gaulle a noté, dans ses carnets, qu'il a retrouvé à Londres cette petite noblesse de province, fidèle à ses traditions patriotiques. Les premiers engagés sont Roland de La Poype (1920-2012) et Jean de Pange (1917-1999). Certains, comme Paul de Forges (1912-1943), Maurice de Seynes (1914-1944), Jean de Sibour (1922-1943), Jean de Tedesco (1920-1943), Bruno de Thierry de Faleians (1917-1944), Jean-Jacques Manceau de Lafitte (1918-1944) sont morts dans les combats. Alors oui, cette noblesse française qui ne représente qu'un pour dix mille de la population, représente 14 % des morts de Normandie-Niemen (3).

Pour rester groupe de combat, il faut sans arrêt appeler de nouveaux pilotes. Dès que l'Algérie est libérée, les FAFL cherchent des hommes prêts à partir sur le front de l'Est. Mais l'armée de Giraud n'est pas particulièrement gaulliste et la participation au groupe de chasse n° 3 est plutôt moquée. À la terrasse du palace Aletti d'Alger « un de Seynes, un de Saint-Marceaux se saoulerent "délicieusement" la gueule pour oublier qu'officiers issus de grandes familles traditionnellement de droite, ils avaient décidé de jeter leurs dés sur la piste soviétique aux côtés "des juifs et des communistes" engagés sous la bannière gaulliste. » (Yves Courrière).

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.
(À suivre : Maurice de Seynes.)

BIBLIOGRAPHIE

- Stéphane Simonnet, *L'Épopée du Normandie-Niemen – Des Français libres sur le front de l'Est 1942-1945*, Tallandier, 2023.
- Yves Courrière, *Normandie-Niemen. Un temps pour la guerre*, Presses de la Cité, 1979.
- Jean de Pange, *Des Koufra... au Normandie-Niemen 1940-1945*, Éditions Serpenoise, 2011.
- Roland de La Poype, *L'Épopée du Normandie-Niemen : mémoires*, Perrin, 2011.

(1). Ce n'est pas la seule délégation. Pétain envoie auprès du Japon en guerre contre les Alliés une délégation pour marchander l'aide des Nippons contre les Chinois en Indochine...

(2). Pierre Cot, ministre de l'Air du gouvernement de Léon Blum, lance une politique novatrice concernant l'aviation. L'État veut offrir à tous les jeunes qui veulent voler la possibilité de rejoindre une section d'Aviation Populaire (SAP). Lorsque la France entre en guerre, cette Aviation Populaire a formé plusieurs centaines de nouveaux aviateurs.

(3). Normandie-Niemen, ce sont 95 pilotes, 5240 missions, 4354 heures de vol, 869 combats aériens, 273 victoires, et malheureusement 43 pilotes morts au combat.



Brèves royales

Le retour des rois

■ 22 avril. Oslo.

– Reprise de fonctions du roi Harald V après son hospitalisation en février en Malaisie puis en Norvège. Le roi, âgé de 87 ans, réduira progressivement ses engagements publics sans abandonner ses devoirs constitutionnels. La régence du prince héritier Haakon est donc terminée, mais on devrait le voir plus souvent en public.



S.M. le roi Harald V de Norvège.

■ 26 avril. Londres. – Reprise de ses engagements publics par le roi Charles III à partir du 30 avril. Interrompus depuis février, ils étaient à la charge de la reine Camilla, du prince de Galles William et de la princesse Anne. En revanche, Charles avait continué d'exercer son rôle constitutionnel. Si son état de santé se maintient, ses engagements iront croissant à l'inverse de ceux du souverain norvégien : *Trooping the Colour* le 15 juin, anniversaire officiel du souverain, visite d'État, fin juin, de l'empereur du Japon Naruhito et de l'impératrice Masako, sommet du Commonwealth aux Samoa en octobre.

■ Mai. Copenhague. – Tournée nordique du nouveau roi du Danemark Frederik X et de son épouse en commençant par la Suède, puis la Norvège, et durant l'été, les territoires ultra-marins autonomes des Îles Féroé et du Groenland. Délaissant l'avion, le couple royal se déplacera par la mer à bord du yacht royal *Dannebrog*, dattant de 1932, servant de navire-école.

■ 29 avril. Windhoek. – Visite en Namibie jusqu'au 3 mai du roi Philippe de Belgique, accompagné du ministre de l'Énergie, pour étudier des projets d'énergies renouvelables. Le roi, qui s'est déjà rendu, en un an, en République démocratique du Congo, en Angola et en Afrique du Sud, a montré tout l'intérêt qu'il porte à l'Afrique australe en rendant visite à ce pays, l'ex-Sud-Ouest africain, qui ne compte que 2,6 millions d'habitants, mais dont la surface est de plus de 825 000 km² et qui a d'immenses ressources naturelles et minières.

MARIE-JO YORK.

Nouvelle Action royaliste

Notre souscription 2024 Une première étape.

La liste de souscription que nous publions correspond aux premières contributions que nous avons reçues entre fin mars et début avril. Nous remercions vivement les lecteurs et les amis qui ont souhaité répondre immédiatement à notre appel à l'aide. Nous publierons dans notre prochain numéro la liste des contributions reçues en avril. Une première étape est franchie, celle des 5 000 euros qui permettront de couvrir nos charges courantes d'ici fin mai. Pour autant, il reste encore un vigoureux « coup de collier » à donner pour atteindre le chiffre de **12 000 euros** qui est nécessaire pour équilibrer notre budget 2024 et les 9 000 euros nécessaires d'ici fin août pour assurer notre trésorerie dans la période d'été où elle est traditionnellement assez basse.

La situation de la NAR et du journal reste donc encore très fragile. Que les amis qui nous ont fait part de leur intention de souscrire ne tardent plus à nous adresser leur contribution pour nous permettre, notamment, de couvrir les mois d'été.

Pour souscrire, il suffit de nous adresser un chèque à l'ordre de « NAR », en précisant « pour la souscription ». Il est aussi possible de souscrire en ligne sur notre site <http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation> ou par virement direct sur le compte de la NAR auprès de la banque postale (IBAN : FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC : PSSTFRPPPAR), en précisant « pour la souscription ».

1^{re} liste de souscripteurs

Jérôme Anduze : 20 - Claude-Eugène Anglade : 50 - Jean-François Asselin : 100 - Antoine Barrière : 1050 - Gérard Bellebeau : 30 - Jean-Claude Bourgeon : 10 - Pierre-Yves Bouquet : 100 - Colonel René Cagnat : 50 - Philippe Cailleux : 30 - Serge Cattet : 50 - Pol Cerezo : 20 - Arnaud Chaballier : 10 - Max Coiffait : 50 - Jean-Pierre Dauvillier : 50 - Arnaud David : 100 - Marc Desaubiaux : 150 - Philippe Dillmann : 600 - Jean-Baptiste Donnier : 200 - Claude Ferrand-Blazer : 50 - Etienne Harel : 20 - Vincent Hervouët : 350 - Jérôme Houdart : 100 - Henri Houzet : 55 - Michel Kerautret : 150 - Jacques Lamballais : 18 - Jacques Leflaive : 50 - Jean-François Maillard : 100 - Christian Merveilleux : 100 - Jacques de Monneron : 200 - Michel Mothes : 40 - Jean-François Pasquier : 25 - Jean-Louis Perrault : 35 - Michel Raguinet de Saint-Albin : 100 - Michel Roth : 65 - Pierre Sauterey : 150 - Jean-Pierre Schiessle : 100 - Didier Segard : 175 - Jacqueline Siero : 60 - Maurice Tardy de Montravel : 25 - Grégory Thomas : 100 - Karl Toutou : 15 - Stéphane Verceiz : 100 - François Viet : 100 - Anne-Marie Villespy : 100.

Total de cette 1^{re} liste : 5 033 €

■ **Pétition.** – La Tribune pour un référendum sur les projets de l'Union européenne, signée par une cinquantaine de personnalités, dont notre directeur politique, Bertrand Renouvin, a été publiée dans *Le Figaro* du 23 avril et elle vient de donner naissance à une pétition en ligne que l'on peut consulter en cliquant sur le lien <https://www.referendumue2024.fr/>. Nous incitons tous nos amis à la signer et à la diffuser le plus largement possible autour d'eux.

Maison de France

■ **Musée Louis-Philippe du château d'Eu.** Mgr le comte de Paris a publié, le 22 avril, le communiqué suivant : « J'adresse mes vives félicitations et exprime mon soutien à Stéphane Bern qui vient de devenir président d'honneur des Amis du Musée Louis-Philippe au château d'Eu. Sa passion du patrimoine, son attachement à l'histoire de ma famille et son immense culture porteront assurément les projets de cette institution qui fait vivre cette attachante demeure des Orléans. » Le château d'Eu, bâti au XVI^e siècle, fut agrandi au XIX^e siècle par le roi Louis-Philippe, puis décoré par Viollet-le-Duc pour son petit-fils, Philippe, comte de Paris. Il conserve de nombreux souvenirs de la famille d'Orléans.

In memoriam

■ **Robert Griffiths.** – Nous avons appris avec tristesse le décès de Robert Howell Griffiths, le 23 avril, à 83 ans. Historien, diplômé d'Oxford, professeur émérite à l'université de Savoie, Robert H. Griffiths avait publié *Le Centre perdu*, *Malouet et les « monarchiens » dans la Révolution française* (PUG, 1988) qui est pour nous une référence majeure. Nous n'oublierons pas ce Britannique francophile qui fut, trop brièvement, notre ami.

Royaliste

Sommaire du n° 1278 du 8 mai 2024.

Page 1 Morts au travail. **Page 2** Salaires. Sur le mur de Jean Chouan. **Page 3** Comment sauver Atos ? La politique au crible. **Page 4** Francophonie : on marche sur la tête. La quinzaine sociale. **Page 5** Morts sur ordonnance. **Page 6** Croatie : un pays fracturé. Voix étrangères. Les Faits marquants. **Page 7** Un Munich asiatique. **Pages 8-9** Au pays de Canaan. **Page 10** Marx sans le marxisme ? **Page 11** Défense d'une France en procès. **Page 12** Tartuffe et les identités percutées. **Page 13** Des b.d. dans l'air du temps. **Page 14** Normandie-Niemen. **Page 15** Brèves royales. Communiqués. **Page 16** Commémorer dans l'imposture.

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Publié par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Édité par SPFC-ACIP

Siret 41838214900015

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.

CPPAP n° 0324 D 84801

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (25 €) ☐ SIX MOIS (40 €) ☐ UN AN (65 €) ☐ UN AN SOUTIEN (135 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de Spfc-Acip.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3000 4001 8700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

D.R.



Par Bertrand Renouvin

Commémorer dans l'imposture

Après l'entrée de Missak Manouchian au Panthéon et l'hommage aux combattants du Vercors, nous entrons dans une nouvelle période de cérémonies mémorielles. Elle sera marquée par la commémoration du quatre-vingtième anniversaire du Débarquement en Normandie, auquel l'armée française fut trop peu associée, et par la célébration du Débarquement de Provence puis de la libération de Paris.

Ces cérémonies rituelles, qui prendront cette année encore plus d'éclat, participent du sacré, dans le souvenir des victoires militaires qui ont donné à la nation son indépendance et au peuple français sa liberté. Elles assurent concrètement le lien entre le passé et l'avenir, entre la mémoire et l'histoire. Elles devraient renforcer le sentiment d'appartenance à la nation sous l'égide de l'État, qui doit veiller à la continuité de l'aventure collective dans le respect des principes que nous avons adoptés. L'Arc de Triomphe n'est pas un aboutissement : il se situe dans un prolongement architectural qui permet d'embrasser l'histoire de France en quelques coups d'œil, sur un axe qui permet le mouvement.

Les cérémonies patriotiques, qui rendent sensible la temporalité historique, appellent les autorités et les citoyens aux devoirs de la transmission. Les royalistes y sont particulièrement attentifs, puisqu'ils se soucient quotidiennement de l'ensemble de l'histoire de France, de la succession monarchique et royale et de la tradition royaliste. Ils se conçoivent comme de modestes agents d'une transmission dont les autorités politiques ont la charge puisque ce sont elles qui assurent le lien effectif entre les citoyens.

Encore faut-il que cette charge symbolique soit assumée. Or l'enchaînement rapide des commémorations depuis 2017 provoque un malaise qui n'est pas dû à l'inflation mémorielle souvenant dénoncée mais à une impasse dans la transmission. Les cérémonies se déroulent selon les rites, mais le peuple est absent. Les barrières et les véhicules de la police isolent des périmètres de sécurité de plus en plus vastes, et les citoyens, privés de relation au sacré, sont renvoyés chez eux, devant la télévision. Loin de la foule, ils retrouvent le commentaire médiatique qui interprète l'événement selon les critères de la communication. Pertinent, ce message électoral à la veille des élections européennes ? Habile, cette allusion codée au Rassemblement national ? Est-ce le président de la République qui parle ou le chef d'un parti ? La communication tue la transmission. Il ne reste plus que la mise en spectacle d'un Narcisse trop obsédé de lui-même pour

être saisi par le cours de l'Histoire et par l'écrasante dignité de sa fonction.

Au fil des discours, on a entendu et on entendra exalter l'héroïsme, le courage, le sacrifice afin de nous inciter à suivre l'exemple des combattants de la liberté. Donnée par Emmanuel Macron, la leçon de morale ne portera pas plus demain qu'hier. D'abord parce que les valeurs évoquées ne valent pas par elles-mêmes ; elles prennent leur sens dans le patriotisme qui les inspire. Ensuite parce que ces valeurs contrastent violemment avec la lâcheté de la caste dirigeante qui n'a jamais le courage de ses intentions : elle cache l'euthanasie sous « l'aide à mourir » et nomme « souveraineté européenne » son désir de se débarrasser définitivement de ses responsabilités à l'égard de la nation. Enfin parce que le discours sur les « valeurs » est prononcé par un homme dépourvu de toute conviction. L'homme qui célèbre la « petite France libre » du Vercors le 16 avril 2024 est celui qui a repris le thème de la culpabilité française en déclarant, le 16 juillet 2017, que Vichy, « c'était le gouvernement et l'administration de la France ». Un mois avant, le même personnage avait profité de la cérémonie au Mont Valérien – j'y étais – pour appuyer ses candidats aux législatives en serrant interminablement des mains sous l'œil d'une caméra de BFMTV.

Emmanuel Macron ne respecte rien. Ni la sacralité du moment présent, ni le passé qu'il lui arrive d'insulter, ni l'avenir pour lequel il dessine des perspectives en trompe-l'œil – comme il vient de le faire une nouvelle fois à la Sorbonne dans un discours sur l'Union européenne lourd d'inconséquences. C'est ce nihilisme bavard que nous devons subir lorsque nous célébrerons l'été prochain les combats de la Libération. On va glorifier l'héroïsme de l'insurrection nationale en taisant sa visée révolutionnaire, conçue à Londres puis à Alger, reprise dans le programme du CNR et proclamée par le Préambule de 1946. La révolution économique et sociale entreprise à la Libération ouvrait sur l'avenir : celui d'une œuvre à accomplir et à instituer dans l'ordre politique. C'est cette œuvre que la classe dirigeante aujourd'hui représentée par Emmanuel Macron détruit méthodiquement en s'appuyant sur la contre-révolution néolibérale.

Nous atteindrons cet été les sommets de l'imposture. ■

NB : La chaîne de service public Arte a choisi de diffuser jusqu'au 10 octobre, donc tout au long des cérémonies du 80^e anniversaire, le film *Le Chagrin et la Pitié* dont Simone Veil avait dénoncé la malhonnêteté. J'y reviendrai.

La chaîne YouTube de la NAR compte plus de 12 000 abonnés !



Vous pouvez y consulter en libre accès plus de 150 conférences et entretiens. Parmi les plus récents :

- 14 février : Gaël Brustier sur son livre *Les Analphabètes au pouvoir*.
- 6 mars : Olivier Dard sur le 6 février 1934.
- 20 mars : Jean-Loup Bonnamy sur la décivilisation.
- 27 mars : Benjamin Morel sur la monocratie présidentielle.
- 3 avril : Emmanuel Todd pour son livre *La Défaite de l'Occident*.
- 24 avril : Daniel Bachet & Gilles Ringenbach sur le thème *Refonder l'entreprise et son modèle*.

Pour se connecter : www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste